

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE RÉITÈRE SON ENGAGEMENT

«Nous œuvrons au développement du pays sur des bases solides»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé œuvrer au développement du pays dans tous les domaines «sur des bases solides», soulignant que les prémices du décollage économique commencent à apparaître. P 3



INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

En hausse de 1,6 % en mars 2024

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,6% en mars 2024 par rapport au mois précédent, une variation qui reste de moindre ampleur que celle observée le même mois de l'année écoulée (+2,1% en mars 2023 par rapport à février 2023).

P 2

FORUM SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES
Focus sur la formation et la Recherche

L'énergie primaire consommée à l'heure actuelle est encore aujourd'hui très directement liée, à l'échelle mondiale, à l'utilisation des ressources fossiles carbonées. Face à ce constat, les enjeux de la recherche en énergies renouvelables sont primordiaux pour répondre à ce défi. D'où la nécessité d'une concertation entre experts et évidemment une formation adaptée en conséquence. Aussi, un Forum international scientifique sera organisé, les 13 et 14 mai au centre universitaire Salhi Ahmed de Naâma. Celui aura pour thème central : «Les énergies renouvelables, les systèmes énergétiques et leurs applications».

P 5

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE
L'appel de l'UNPA aux agriculteurs



Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelatif Dilmi, a appelé jeudi depuis Metlili (45 Km au sud de Ghardaia) l'ensemble des travailleurs du secteur agricole à fédérer leurs efforts pour la réussite du Recensement général de l'agriculture (RGA) prévu du 19 mai au 17 juillet prochain.

P 3

ALGERIAN UNION BANK

Lancement de quatre produits de la finance islamique en Mauritanie P 2

FONCIER INDUSTRIEL, NUMÉRISATION, SAISON ESTIVALE ...

Les principaux dossiers examinés par le gouvernement P 3

STRESS HYDRIQUE À TÉBESSA
Crédits bonifiés «R'fig» à plus de 1.800 céréaliculteurs P 5

ALGERIAN UNION BANK

Lancement de quatre produits de la finance islamique en Mauritanie

L'Algerian Union Bank (AUB), première banque algérienne ouverte à l'étranger, a annoncé samedi dans un communiqué, le lancement de sa fenêtre islamique, à travers la commercialisation de quatre (04) nouveaux produits sur le marché mauritanien. Ces nouveaux produits, à savoir : "Mourabaha", "Moudaraba", "Salem" et "Qard Hassen", entrent dans le cadre de la continuité du développement commercial de la banque en Mauritanie, affirme son directeur général, Merouane Aliane, cité dans le communiqué. Tout en réaffirmant de nouveau sa "volonté d'offrir à sa clientèle une gamme de produits la plus complète possible, dans un réseau composé de deux agences", la banque a annoncé, également, l'ouverture d'une 3ème agence avant la fin 2024. "Algerian Union Bank, avec cette marche en avant supplémentaire, fait un nouveau pas dans son ambition de devenir un acteur majeur du marché mauritanien", a-t-elle mentionné dans le même communiqué. Outre la disponibilité de ses produits de crédit et de commerce international, AUB a fait savoir, aussi, qu'elle travaille à présent pour "peaufiner ses produits monétique et du digital, afin de les commercialiser dans les mois à venir". A rappeler que l'Algerian Union Bank, dont le siège se situe au cœur de la capitale Nouakchott, a été inaugurée en septembre 2023, dans une démarche à caractère géostratégique pour l'Etat algérien sur les plans économique et politique, en application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à faciliter l'investissement et les échanges commerciaux entre l'Algérie et l'Afrique.

R. E.

INDICE BRUT DES PRIX À LA CONSOMMATION

En hausse de 1,6 % en mars 2024

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger enregistre une hausse de 1,6% en mars 2024 par rapport au mois précédent, une variation qui reste de moindre ampleur que celle observée le même mois de l'année écoulée (+2,1% en mars 2023 par rapport à février 2023).

Par Slimane T

Selon le bulletin statistique publié par l'Office national des statistiques (ONS), cette tendance à la hausse (+1,6%), qui vient après des baisses successives observées aux trois mois précédents, s'explique par l'ensemble des catégories de produits. Les biens alimentaires affichent un taux de +2,4%, induit particulièrement par le relèvement des prix des produits agricoles frais qui inscrivent une variation de près de 4,5%, des hausses plus ou moins importantes définissent cette catégorie de produits. «A l'exception des fruits et des œufs qui voient leur prix baisser de 3,6% et de 13,5% respectivement, le reste des produits de cette catégorie se caractérise par des hausses, les plus importantes concernent les légumes (+22,3%) et la viande de poulet (+13,6%)», indique la même note.

En effet, les légumes indiquent une variation

sensible de +22,3%, la viande de poulet +13,6% et à un degré moindre la pomme de terre d'un taux de +4,9%. En revanche, les fruits et les œufs observent des baisses de 3,6% et 13,5% respectivement. Les prix des biens alimentaires industriels connaissent une relative stagnation.

Après des baisses successives enregistrées aux mois précédents, les prix des biens alimentaires ont marqué un relèvement de 2,4% en mars 2024. Les prix des produits agricoles frais inscrivent une augmentation de 4,5%.

En outre, les prix des produits alimentaires industriels se caractérisent par une relative stagnation. En mars 2024 et par rapport à mars 2023, la variation des prix des biens alimentaires est de +2,5%. Les produits agricoles frais enregistrent une variation de +2,4% avec une augmentation notable de 15,0% pour les viandes et abats de mouton. Les prix des produits alimentaires industriels

inscrivent une variation de +2,7% avec un taux de +15,4% pour le café, thé infusion. Par ailleurs, les prix des produits manufacturés et des services observent des taux de croissance respectifs de +1,0% et +0,8%. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour ce mois de mars 2024, une hausse de 0,8% par rapport au mois précédent. Au mois de mars 2024 et par rapport au même mois de l'année 2023, la variation des prix à la consommation est de +4,1%. «En mars 2024, les prix des produits manufacturés et des services marquent des hausses respectives de 1,0% et de 0,8% par rapport au mois précédent. En mars 2024 et par rapport au même mois de l'année précédente, l'évolution des prix des produits manufacturés est de +6,0%, celle des services est de +4,2%», ajoute l'ONS. Quant au rythme d'inflation annuel (avril 2023 à mars 2024 / avril 2022 à mars 2023), il est de +8,1%.

CONSEIL NATIONAL DE L'ORDRE DES PHARMACIENS

Organisation aujourd'hui d'une conférence internationale à Alger

Le Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (CNOP) organise, aujourd'hui à Alger, une conférence Internationale sous le thème «Panorama pharmaceutique : les nouveaux caps». Cet événement d'envergure, placé sous les parrainages des ministres de la Santé et de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, se tiendra le 12 mai 2024 à l'Hôtel Sheraton Club des Pins à Alger, à partir de 9h, indique le CNOP dans un communi-

qué. La Conférence Internationale du CNOP réunira un panel diversifié de professionnels de la santé qui débattront des avancées de la pharmacie en Afrique et de ses perspectives. Ce rendez-vous mettra en lumière les tendances mondiales du secteur pharmaceutique, ainsi que les stratégies prioritaires pour répondre aux défis actuels, dans un esprit de coopération entre les nations africaines face aux enjeux sanitaires majeurs. «Nous aurons l'honneur d'accueillir

des représentants de 15 pays africains, illustrant ainsi l'engagement vers une collaboration plus étroite dans le domaine de la santé à l'échelle continentale», indique la même source. Le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens, Dr. Noredine Mettioui, souligne l'importance capitale de cette conférence : «Notre objectif est de fournir une plateforme d'échange et de partage d'expertise avec nos pairs venant des quatre

coins du continent. Aujourd'hui, nous nous réunissons pour tirer profit des expériences mutuelles, conscients que notre sécurité sanitaire est interdépendante». Cette Conférence Internationale promet d'être un événement enrichissant qui offrira une occasion unique de tracer les nouveaux caps de la pharmacie contemporaine et de renforcer les liens au sein de la communauté pharmaceutique continentale, conclut-elle.

S. T.

DIABÈTE

L'importance du dépistage précoce réitérée

Des médecins participants au 3e Congrès de formation universitaire en santé, ouvert jeudi après-midi à Tizi-Ouzou, ont réitéré l'importance du dépistage précoce du diabète, en vue d'une meilleure prise en charge des patients. Organisé par l'Association de la formation universitaire en santé (AFUS) à la maison de la culture Mouloud Mameri, ce congrès a été l'occasion d'insister de rappeler l'importance du dépistage précoce de la maladie, car l'entame d'un traitement au début du diabète évite aux malades les complications liées à cette

pathologie. A ce propos, le Pr. Rachid Malek, président de la société algérienne de médecine interne, a indiqué à l'APS que lorsqu'une personne atteint à l'âge de 35 ans et que des membres de sa famille sont diabétiques, si elle est obèse ou souffre d'hypertension artérielle, elle doit faire son bilan glycémique une fois par année car la personne est exposée quand elle a des antécédents familiaux. Ce praticien, chef de service de médecine interne au CHU de Sétif et représentant de l'Algérie auprès de la fédération internationale du diabète, a expliqué que le dépistage précoce du diabète

permet de traiter le patient avec des comprimés, car le pancréas au début de la maladie fonctionne partiellement en sécrétant 50% de ses capacités d'insuline. Toutefois, si cette maladie, qui est jugée silencieuse, n'est pas dépistée précocement, » au bout de quelques années, le pancréas cesse complètement de sécréter de l'insuline et le diabétique est alors traité à l'insuline », avec les effets secondaires liés à ce traitement dont la prise de poids, a-t-il dit. Abordant les nouveautés dans le traitement de cette pathologie il a cité le protocole de « désinsulinisation », par le re-

cours à des médicaments appelés Agonistes du récepteur au glucagon-like peptide-1 (GLP-1). Ils permettent de repousser le recours à l'insuline ou d'en réduire les doses (utilisation en association avec l'insuline) chez les insulino-dépendants présentant une insulino-résistance. La « désinsulinisation », garanti, selon lui, de réduire la dose d'insuline pour le patient et par conséquent, il perd du poids (l'un des effets de la prise d'insuline est le risque accru de prise de poids) et sa tension artérielle ainsi que son taux de lipides dans le sang baissent ».

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE RÉITÈRE SON ENGAGEMENT :

«Nous œuvrons au développement du pays sur des bases solides»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a affirmé œuvrer au développement du pays dans tous les domaines «sur des bases solides», soulignant que les prémices du décollage économique commencent à apparaître.

Synthèse Sirine R

«Nous œuvrons au développement du pays sur des bases solides, les principaux obstacles entravant le processus de développement par le passé ayant été surmontés», a indiqué mercredi le président de la République dans un discours prononcé lors de sa visite au siège du ministère de la Défense nationale, qui a été diffusé, vendredi soir, sur les chaînes de Télévision et les stations de la Radio nationale. Il a mis en avant, dans ce sens, «les étapes importantes» et les résultats positifs réalisés par l'économie nationale, devenue «la troisième économie en Afrique et notre ambition est de la hisser, à l'avenir, à des niveaux supérieurs pour mener l'Algérie à bon port», a assuré le président de la République. Pour le président de la République, l'année «2027 sera une année charnière pour l'économie nationale», car toutes les réformes économiques engagées seront concrétisées sur le terrain, ce qui permettrait à l'Algérie de devenir un pays «redoutable». Dans ce cadre, il a rappelé les «années de disette» qu'avait connu avant 2019 l'économie nationale, qui était «au bord de l'effondrement», sur fond d'un «discours politique défaitiste qui prônait l'endettement extérieur». A la faveur des mesures et réformes économiques adoptées, à l'instar de la lutte contre «l'importation déguisée», la bureaucratie et la corruption, ainsi que la relance des investissements gelés, a précisé le président de la République, l'économie nationale a commencé à «se redresser» et réalise actuellement des résultats très positifs reconnus par les institutions financières internationales. Il a, à ce propos, annoncé une augmentation du Produit intérieur brut (PIB) à près de 270 milliards de dollars et une stabilité

du taux de croissance à la hauteur de 4 %, outre une hausse de la valeur du dinar.

3 000 projets d'investissement lancés

Le président de la République a mis en exergue la création de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), une démarche qui a contribué, a-t-il dit, à l'amélioration du climat des affaires en Algérie et à la relance de l'investissement, précisant que l'AAPI compte actuellement près de «6400 nouveaux investissements, dont 3000 projets lancés, en sus de l'inscription d'environ 100 investissements étrangers», des investissements à même de créer près de «200.000 postes d'emploi». Ces chiffres démontrent que «l'Algérie a recouvré sa crédibilité», a indiqué le président de la République qui a souligné que c'est «la meilleure réponse aux parties qui n'aiment pas l'Algérie». Après avoir valorisé l'amélioration remarquable de la production nationale, qui atteindra bientôt l'autosuffisance en matière de production d'huile et de sucre, le président de la République a mis en avant les efforts soutenus consentis pour combler le déficit enregistré dans la production des céréales, dont les importations de l'Algérie en cette denrée s'élèvent à près de 9 millions de tonnes/an, outre la production du lait, avec le lancement du projet algéro-qatari de production de poudre de lait au Sud du pays, d'un coût de 3,5 milliards USD, sur une superficie totale estimée à 117.000 hectares. Au volet social, le président de la République a affirmé que l'Etat a fait face aux problèmes sociaux que certaines parties ont tenté de créer, grâce à la prise de mesures tangibles dont la création d'une allocation-chômage et de postes d'emploi. Evoquant le dossier de la mémoire, il a réitéré l'engagement de ne pas renoncer à ce dossier, soulignant que les relations diplo-

matiques de l'Algérie «restent bonnes mais pas au détriment de l'histoire», et que «l'Algérie a marqué l'histoire et ne doit pas être comparée aux autres pays». Le président de la République a répondu, à cet égard, aux tentatives visant à «minimiser la résistance algérienne qui a eu un impact en Afrique et dans le monde arabe et à remettre en cause le nombre des victimes de la colonisation», soulignant que les chiffres avancés par l'Algérie «sont réels et reflètent la barbarie du génocide commis à l'encontre du peuple algérien».

L'Algérie, un Etat pacifique qui œuvre à instaurer la paix

Evoquant les relations extérieures de l'Algérie, le président de la République a réaffirmé que l'Algérie est "un Etat pacifique qui respecte tous les pays et ne sera un Etat-satellite d'aucune puissance", ajoutant que l'Algérie, souveraine dans ses décisions, est un «Etat libre et ses enfants sont également libres, de même qu'elle est un membre à part entière du Mouvement des Non-Alignés». Il s'est félicité, en outre, des bonnes relations de l'Algérie avec son environnement régional et international, et du «respect dont elle jouit même auprès de ses adversaires», étant un Etat, a-t-il dit, «qui œuvre à instaurer la paix dans le monde». Le président de la République a réitéré le soutien de l'Algérie à tous les peuples qui «luttent pour leur liberté», exprimant le rejet de l'Algérie de la généralisation de «l'option militaire dans le monde». Il a mis en garde dans ce cadre contre «le jeu géopolitique dangereux dont les prémices commencent à apparaître visant à redessiner une nouvelle carte au Moyen-Orient et en Afrique». «Nous n'accepterons pas» ce jeu, a-t-il martelé, ajoutant que celui qui «dépassera les limites avec l'Algérie, ne peut que se blâmer».

FONCIER INDUSTRIEL, NUMÉRISATION, SAISON ESTIVALE ...

Les principaux dossiers examinés par le gouvernement

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier samedi, une réunion du gouvernement consacrée au suivi de la mise en œuvre des directives du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune pour activer pleinement le nouveau système d'investissement et du foncier économique, à travers une présentation du Ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique sur l'état d'avancement du processus d'installation de l'Agence Nationale du foncier industriel qui s'occupera des opérations d'aménagement et de raccorde-

ment des zones industrielles aux différents réseaux et routes. Le gouvernement, dans le cadre de l'accélération du processus de numérisation, a également entendu une présentation sur les aspects liés au suivi de l'achèvement du Centre national algérien des services numériques. Selon la même source, le gouvernement a étudié le cadre réglementaire qui détermine les envois postaux et les moyens de renforcer le cadre réglementaire qui détermine la manière d'éliminer les stupéfiants et les substances psychotropes sai-

sis ou confisqués dans le cadre de la prévention des stupéfiants et des substances psychotropes et de la répression de leur utilisation. Dans le cadre de l'achèvement des préparatifs de la prochaine saison estivale, le gouvernement a étudié un certain nombre de mesures liées aux règles générales d'utilisation touristique et d'exploitation des plages, qui visent à améliorer la gestion des plages et à fournir des services de qualité aux vacanciers, conclut la même source.

S R.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

L'appel de l'UNPA aux agriculteurs

Le secrétaire général de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdelatif Dilmi, a appelé jeudi depuis Metlili (45 Km au sud de Ghardaia) l'ensemble des travailleurs du secteur agricole à fédérer leurs efforts pour la réussite du Recensement général de l'agriculture (RGA) prévu du 19 mai au 17 juillet prochain. S'exprimant à l'ouverture d'une rencontre régionale des paysans, agriculteurs, éleveurs des wilayas du sud du pays portant la sensibilisation sur le RGA, sous le thème "information précise, développement durable" M.Dilmi a mis l'accent sur le rôle central du Recensement qui constitue une étape importante dans le développement d'une agriculture durable. La mobilisation de toutes les parties prenantes dans le monde agricole, en vue d'avoir des informations fiables et d'instaurer une base de données précise pour la mise en place d'une stratégie nationale d'un développement durable de l'agriculture plus performante, a souligné le secrétaire général de l'UNPA. Ce Recensement, a-t-il poursuivi, permettra à chaque travailleur et partenaire du monde agricole, de contribuer à l'élaboration des politiques publiques agricoles et de participer activement à l'édification d'une économie agricole responsable, durable et prospère ainsi qu' à l'amélioration du niveau de vie de la population active du monde rural . A cette occasion, le SG de l'UNPA a tenu à saluer les efforts consentis par les pouvoirs publics, ayant permis la mobilisation de tous les acteurs du monde agricole autour des enjeux du développement agricole durable, dans l'optique d'une sécurisation alimentaire pour notre pays , de réduire la facture de l'importation des produits agricole et de promouvoir les exportations de nos produits agricoles de qualité et prisés dans le monde. De son côté, Redouane Messoudi , sous directeur au ministère de l'Agriculture et du Développement rural (MDRA), a souligné que ce recensement permet de définir les mesures à prendre pour promouvoir un développement harmonieux de l'agriculture et d'assurer un avenir prospère pour les générations futures. Cette opération de recensement général de l'agriculture permettra de collecter l'ensemble des données et informations fiables sur le secteur agricole directement sur le terrain ce qui permettra de dresser un tableau précis de la situation socio-économique et démographique de ce secteur ainsi que les acteurs y activant, a fait savoir M. Messoudi. Chaque recenseur doit collecter les données fiables sur le terrain selon un canevas préparé au préalable avant de les saisir et les transmettre par outils informatiques ce qui améliore la qualité et la fiabilité des données a-t-il précisé. Cette opération statistique d'envergure nationale minutieusement préparée après l'installation des commissions de suivi technique et opérationnel dans l'ensemble des wilayas composées des différents partenaires et structures du secteur, constitue une étape cruciale pour les pouvoirs publics afin de mettre en œuvre une politique de développement agricole et rurale durable basée sur des données fiables, a souligné le sous-directeur au MADR. Et d'ajouter que ce RGA permet de connaître le nombre et la taille des exploitations, l'utilisation des terres, les superficies cultivées, l'intensité des cultures, les installations d'irrigation, l'utilisation des intrants agricoles, le cheptel, ainsi que les données démographiques sur les agriculteurs et l'emploi, a-t-il conclu.

R E.

TRANSPORT AÉRIEN

Tassili Airlines ouvre deux nouvelles lignes domestiques

Tassili Tassili Airlines étoffe son réseau domestique. La compagnie aérienne filiale à 100/ du Groupe Sonatrach, a annoncé, ce samedi, dans un communiqué, l'ouverture de deux nouvelles lignes « intérieures» . Il s'agit de la ligne Alger-El Oued-Illizi-El Oued-Alger et de la ligne Alger-Béchar-Oran-Béchar-Alger, dont l'ouverture est prévue pour la journée du 09 juin prochain. Pour rappel, Tassili Airlines est une filiale du groupe Sonatrach, spécialisée dans le transport des professionnels des hydrocarbures, au service également du transport grand public domestique et international depuis mars 2013. Tassili Airlines possède aujourd'hui, en toute propriété, une flotte d'aéronefs de divers types qui lui permet de répondre, de façon adaptée, à la demande du marché aérien en Algérie. Elle est composée de 15 aéronefs dont la capacité varie de 37 à 155 sièges.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Cinq morts et 457 blessés en 48 heures

Cinq (5) personnes ont trouvé la mort et 457 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers le pays, indique samedi un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira, avec un mort et dix blessés, précise la même source. D'autre part, les éléments de la Protection civile de la wilaya de Constantine sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 5 personnes intoxiquées par le monoxyde de carbone, émanant d'un chauffe-eau à l'intérieur de leur domicile dans la commune d'El Khroub.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Tabi met en avant le rôle des avocats

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, vendredi à Alger, la nécessité d'associer les avocats à la réalisation de la sécurité juridique et judiciaire pour drainer l'investissement et faire de l'Algérie une véritable destination en la matière. Dans une allocution lue en son nom par le Secrétaire général du ministère de la Justice, Rekkaz Mohamed, lors d'un colloque international sur "L'intelligence artificielle, la numérisation, la protection des données dans le développement économique et le rôle des avocats dans la réalisation de la sécurité juridique", M. Tabi a indiqué qu'il était nécessaire pour "tous les avocats d'adhérer à la concrétisation des principes et des garanties consacrés par la Constitution et les différents textes juridiques à l'effet de réaliser la sécurité juridique et judiciaire, de drainer l'investissement et d'ériger l'Algérie en véritable destination en la matière". Le ministre a mis en évidence le rôle important des avocats qui, selon lui, contribuent efficacement au développement économique et s'adaptent aux mutations économiques à travers l'accompagnement des entreprises et l'encadrement de leurs activités sur le plan juridique. "La profession d'avocat, qui œuvre à la protection et à la préservation des droits de la défense et au respect du principe de la primauté du droit, est l'un des piliers sur lesquels repose le processus de ré-



forme du système judiciaire visant la réalisation d'un bond qualitatif dans le Service public judiciaire, étant un fondement à même de consacrer l'Etat de droit", a-t-il soutenu. Lors de ce colloque international organisé en partenariat avec la Fédération des Barreaux d'Europe, M. Tabi a souligné que l'évolution rapide de l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les domaines judiciaires, à l'instar de la justice pénale, "suscite désormais des préoccupations chez de nombreux juristes, au regard de son impact sur les droits de l'Homme et la primauté du droit, d'où l'impératif d'une gouvernance de l'intelligence artificielle par les acteurs juridiques".

Dans ce cadre, il a appelé les avocats à "renforcer la coopération internationale et l'échange d'expériences pour se mettre au diapason des évolutions survenues dans le domaine numérique, et ce dans le cadre du respect total des droits et libertés fondamentaux, notamment le droit à la vie privée et à la protection des données personnelles". M. Tabi a en outre rappelé que le secteur de la justice était l'un "des secteurs pionniers dans l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le service public judiciaire, afin de répondre aux exigences de la transition vers la e-administration et de numériser les systèmes judiciaires en vue de faciliter et d'améliorer l'accès du ci-

DOUANES

Saisie de plus de 22.000 comprimés psychotropes à Bechar

Les services des Douanes ont saisi plus de 22.000 comprimés psychotropes dans la wilaya de Bechar, a indiqué, ce samedi, un communiqué de la Direction générale des Douanes. Dans le cadre de la coordination opérationnelle entre les équipes douanières et les services de sécurité, les agents de la brigade régionale de lutte contre la contrebande et les stupéfiants de Bechar ont réussi, au cours d'une opération conjointe avec des éléments de l'Armée nationale populaire et de la Sureté nationale, à saisir une quantité de 22 320 comprimés psychotropes de type Pregabaline (300 mg). La marchandise illicite était dissimulée dans des bouteilles de gaz butane, précise la même source. L'opération a également permis la saisie d'un camion équipé d'une remorque et d'un véhicule touristique, utilisés pour le transport de la contrebande. Le communiqué des Douanes ajoute que l'opération s'est soldée par l'arrestation de quatre individus dont une femme. Cette opération témoigne des efforts

considérables et de la coordination étroite entre les services et les unités opérationnelles des institutions sécuritaires de l'État dans la lutte contre la

contrebande sous toutes ses formes, en particulier la contrebande et le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, conclut le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 09 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 09 mai 2024

Prix du détail ¹		اسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits	Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	82	94	71	البطاطا
	Tomate	76	86	65	الطماطم
	Oignon sec	102	112	93	البصل الجاف
	Ail sec	451	517	386	الثوم الجاف
	Carotte	72	81	63	الجزر
	Navet	92	102	82	لفت
	Petit pois	236	256	216	البطيلينة
	Fève verte	99	110	88	لقول الأخضر
	Courgette	102	113	91	الكوسمة
	Haricot vert	321	348	293	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	97	108	86	الطس
Fruits frais	Pomme locale	466	585	346	التفاح المحلي
	Datte	552	677	427	التمر
	Orange	176	215	137	البرتقال
	Citron	158	176	139	الليمون
	Banane	397	409	385	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1680	1798	1561	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	409	422	395	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

FORUM SCIENTIFIQUE INTERNATIONAL SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Focus sur la formation et la Recherche

L'énergie primaire consommée à l'heure actuelle est encore aujourd'hui très directement liée, à l'échelle mondiale, à l'utilisation des ressources fossiles carbonées. Face à ce constat, les enjeux de la recherche en énergies renouvelables sont primordiaux pour répondre à ce défi. D'où la nécessité d'une concertation entre experts et évidemment une formation adaptée en conséquence. Aussi, un Forum international scientifique sera organisé, les 13 et 14 mai au centre universitaire Salhi Ahmed de Naâma. Celui aura pour thème central : «Les énergies renouvelables, les systèmes énergétiques et leurs applications ».

Par Réda Hadi

Cet évènement vise à échanger des connaissances et des expériences entre les participants sur les développements réalisés dans le domaine des technologies de production d'énergie renouvelable et propre et des solutions durables qui sont disponibles dans les domaines économique et environnemental. Pour les organisateurs de ce forum, il s'agit de jeter les bases d'une coopération entre chercheurs et experts dans le cadre d'un forum pour valoriser la recherche et l'innovation, réaliser des projets de recherche communs, organiser des formations et évaluer des projets innovants liés aux systèmes énergétiques. L'objectif principal de ce séminaire est de créer un espace de rencontre et de discussion pour les universitaires et les chercheurs travaillant sur diverses thématiques liées à l'énergétique et aux énergies renouvelables. L'évènement vise à favoriser la collaboration et l'échange d'idées autour des nouvelles avancées scientifiques et des innovations technologiques dans ces domaines cruciaux. Dans ce domaine, l'Algérie est à la pointe de la recherche et de la formation en Afrique, et s'est fixée comme but de s'adapter aux mutations mondiales dans le domaine

de l'énergie et à réaliser une transition énergétique de manière progressive, en adoptant un mix qui prend en considération l'ensemble des énergies disponibles. L'économie mondiale enregistre d'importantes mutations, qui ont sur elle un grand impact, et que l'énergie reste parmi les composantes de ces changements de par le rôle joué par les activités économiques et sociales. Or, les nouvelles mutations structurelles sur la scène énergétique mondiale ont eu un impact "significatif" sur les marchés de l'énergie, car, les investissements intra-industriels dans l'industrie pétrolière et gazière ont diminué, ce qui affectera la sécurité de la demande énergétique mondiale et la réalisation de l'équilibre. Aussi, à la lumière de ces changements, l'Algérie cherche à s'adapter au contexte international et à répondre en même temps à la demande nationale croissante en énergie, tout en contribuant au développement social et économique du pays. A travers le programme qu'elle s'est tracée, l'Algérie œuvre à atteindre 30 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique renouvelable. Le secteur travaille à limiter la hausse croissante de la demande sur l'énergie et à rationaliser leur consommation en adoptant un modèle énergétique efficace, permettant l'utili-

sation optimale de différentes activités économiques et sociales en collaboration avec les secteurs concernés. L'Algérie est «ouverte au développement de partenariats (Entreprises, universitaires, chercheurs) pour compléter les techniques et les solutions technologiques visant à réduire les émissions de gaz et à optimiser l'utilisation des gaz récupérés, valorisables sur le marché national et international». Des experts algériens soulignent, que répondre à la demande croissante sur l'énergie de manière durable et économique, constitue un grand défi, d'où la nécessité d'œuvrer à renforcer nos capacités productives pour assurer la paix et la transition énergétique, en minimisant l'impact sur les systèmes environnements. Et c'est en cela que ce forum veut ajouter sa pierre à l'édifice de la transition énergétique, car les énergies renouvelables sont des sources infinies. Elles ne dépendent pas d'un stock de combustible limité mais d'un flux toujours renouvelé : solaire (photovoltaïque, thermique), hydroélectricité, éolien, biomasse, géothermie. Elles ne rejettent pas de Co2 et participent à la lutte contre l'effet de serre. D'où l'importance de concertation entre experts, d'une formation adéquate en conséquence.

RAPPORT

Le monde a dépassé en 2023 les 30% d'électricité d'origine renouvelable

Le monde a franchi pour la première fois en 2023 le seuil de 30% de production électrique d'origine renouvelable, selon le centre de recherche sur l'énergie Ember. Mondialement, les énergies renouvelables sont passées d'une part de 19% de la production électrique mondiale en 2000, à plus de 30% en 2023, sous l'effet de l'essor surtout du solaire mais aussi de l'éolien.

Ce taux aurait pu être plus important encore si la production hydro-électrique n'avait été à son plus bas depuis cinq ans, du fait de sécheresses en Chine notamment. Dans le détail, solaire photovoltaïque et éolien ont généré l'an dernier 13,4% de l'électricité mondiale (le reste des sources renouvelables venant surtout de l'hydroélectricité), contre environ 2% en 2010.

Selon Ember, cette croissance pourrait permettre au monde, "peut-être cette année", de voir décliner la production électrique d'origine fossile. "Le déclin des émissions du secteur électrique est désormais inévitable," souligne Dave Jones, expert d'Ember, pour qui "2023 était probablement le point pivot, un tournant dans l'histoire de l'énergie". "Pour autant, le rythme des baisses d'émissions

dépendra de la rapidité avec laquelle la révolution des renouvelables se poursuivra", a-t-il ajouté. Les Etats se sont engagés à la conférence climat de l'ONU fin 2023 (COP28) à agir pour tripler les capacités globales en énergies renouvelables d'ici 2030. Cela permettrait au monde d'atteindre 60% d'électricité d'origine renouvelable, souligne Ember.

R E.

STRESS HYDRIQUE À TÉBESSA

Crédits bonifiés «R'fig» à plus de 1.800 céréaliculteurs

La Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) de la wilaya de Tébessa vient d'entamer le paiement du prêt compensatoire bonifié "R'fig" à 1.803 céréaliculteurs pénalisés par le manque d'eau, a indiqué, samedi, le directeur régional-adjoint chargé du financement, M. Lazhar Kadri. Il a ajouté, dans une déclaration à l'APS, que ce prêt bonifié, géré par la BADR «bénéficie à tous les producteurs de céréales touchés par le changement climatique au cours des trois précédentes saisons agricoles», précisant que son montant est fixé à 20.000 DA par hectare de céréales touchés par le manque d'eau, le plafond du prêt bonifié (sans intérêts) étant fixé à 30 hectares, et que le rem-

boursement est exigible au bout de trois ans. Le directeur régional-adjoint de la BADR de Tébessa a également souligné que sur les 7.093 céréaliculteurs concernés, et dûment recensés depuis 2020 avec la collaboration de la Direction des services agricoles (DSA), 1.803 se sont manifestés pour bénéficier de ce prêt. Il a appelé, à cet égard, ces agriculteurs, dont les noms sont portés sur les listes établies par la DSA de se rapprocher des 7 agences de la BADR réparties sur le territoire de la wilaya afin de bénéficier de ce prêt. Cette opération relève des mesures arrêtées par les hautes autorités du pays visant à accompagner les céréaliculteurs touchés par la pénurie d'eau au cours des trois dernières sai-

sons agricoles, de sorte à leur permettre de reprendre leurs activités dès la prochaine campagne, a-t-il ajouté. Selon le même responsable, «tout producteur de céréales détenant la carte d'agriculteur, une carte déterminant la superficie de son exploitation et un document prouvant que les labours y ont été effectués au cours des précédentes saisons agricoles, ouvre droit à ce prêt bonifié». M. Kadri a conclu en affirmant que les cadres activant au sein des 7 agences de la BADR, situées à Tébessa (2 agences), à Cheria, à Bir El Ater, à Ouenza, à El Aouinetet à El Ma Labiodh, ont été mobilisés pour étudier les dossiers déposés par les céréaliculteurs et procéder aux paiements dans les meilleurs délais.

FACE À UNE INQUIÉTUDE POUR LA DEMANDE AUX ETATS-UNIS

Le pétrole baisse

Les prix du pétrole qui avaient commencé la séance dans le vert vendredi, ont changé de direction pour terminer en baisse face à une inquiétude pour la demande aux Etats-Unis, suite notamment à un plongeon de la confiance des consommateurs américains.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a lâché 1,29% à 82,79 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, a cédé 1,26% à 78,26 dollars.

La combinaison d'un indicateur du moral des ménages en berne et d'informations de presse affirmant que les Etats-Unis préparent des droits de douane sur des produits chinois ont jeté un froid sur le marché pétrolier.

"On parle du fait que l'administration Biden va imposer des droits de douane sur des biens chinois entrant aux Etats-Unis et cela pourrait avoir un impact sur l'économie et la demande alors que le consommateur est habitué à ces produits bon marché", a commenté Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

Les Etats-Unis prévoient d'augmenter les droits de douane sur les produits chinois liés à l'énergie propre et les taxes sur les véhicules électriques devraient être multipliées par quatre, selon un article du Wall Street Journal (WSJ) publié vendredi.

Cette décision interviendrait à la fin d'une réévaluation longtemps attendue des droits de douane imposés lors de la guerre commerciale entre Washington et Pékin.

Autre signal inquiétant pour la demande, la confiance des consommateurs aux Etats-Unis est tombée en mai à son plus bas niveau depuis novembre, les ménages étant préoccupés par l'évolution de l'inflation, de l'emploi et des taux d'intérêt, selon l'estimation préliminaire de l'Université du Michigan.

L'indice a chuté de 13% par rapport à avril, tombant à 67,4 points, et prenant de surprise les analystes, qui prévoyaient un recul bien plus faible, et tablaient sur 76 points, selon le consensus de MarketWatch.

A ces préoccupations se sont ajoutées des déclarations plutôt prudentes de la part de membres de la Réserve fédérale américaine (Fed) sur l'évolution des taux.

Ainsi Michelle Bowman, une gouverneure de la banque centrale a indiqué vendredi qu'elle n'anticipait aucune baisse des taux en 2024, le rebond de l'inflation depuis le début de l'année repoussant la perspective d'un assouplissement de la politique monétaire.

Le dollar en conséquence a été soutenu en séance, ce qui en général influe sur le prix du baril à la baisse, le pétrole étant facturé en dollars.

R E.

ETABLISSEMENT PUBLIC
HOSPITALIER DE
GUELMANouveau pavillon
d'urgences médico-
chirurgicales

La wali de Guelma, Hou-ria Aggoune, accompagnée des autorités civiles et militaires de la wilaya, s'est rendue à l'Etablissement Public Hospitalier (EPH) Dr. Okbi, pour inaugurer le nouveau pavillon des urgences médico-chirurgicales installé dans une aile de cet établissement.

L'événement, qui a suscité un engouement du corps médical et paramédical, s'est déroulé dans une ambiance riche en couleurs. Après avoir coupé le ruban symbolique, la cheffe de l'exécutif a effectué une visite guidée des lieux, comprenant les blocs de chirurgie et de radiologie, le laboratoire d'analyses médicales ainsi que les équipements médicaux de dernière génération. Ce pavillon flambant neuf abrite 36 lits, 24 techniques et 12 pour les hospitalisations.

À l'étage supérieur, accessible par ascenseur, la délégation a inspecté les chambres équipées de sanitaires, offrant des conditions excellentes aux malades. Un scanner, un échographe et d'autres équipements sophistiqués sont déjà installés pour garantir des prestations parfaites aux patients. Hou-ria Aggoune a échangé avec les médecins urgentistes, les radiologues et autres membres du personnel médical, les encourageant à préserver ce précieux acquis et à se dévouer corps et âme à leur noble mission.

La salle d'imagerie médicale, de consultation, le laboratoire d'analyses médicales ainsi que la salle de réanimation et d'observation ont été minutieusement inspectés. L'ouverture officielle de ce pavillon des urgences a été accueillie avec soulagement par la population et les services de santé. Les travaux avaient été lancés en 2014 avec un délai de réalisation de 24 mois.

Ce projet avait fait couler beaucoup d'encre, ayant été marqué par de nombreux arrêts de chantier et des surévaluations. Notons que l'ancien bloc de déchocagène répondait plus à la demande et les conditions de travail du personnel et de séjour des patients étaient lamentables.

CONSTRUCTION DU BARRAGE D'OUED LAZREG
DANS LA COMMUNE DE BOUHMAMA (KHENCHELA)

Les travaux bientôt lancés

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a affirmé, à Khenchela, où il effectuait une visite d'inspection et de travail, que les travaux de réalisation du barrage d'Oued Lazreg, dans la commune de Bouhmama, seront «bientôt» lancés.

Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse, sur le site retenu pour cet ouvrage hydraulique, inscrit dans le cadre du programme complémentaire de développement décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au profit de cette wilaya, que ce projet, qui a nécessité un investissement public de 4 milliards de dinars, «est prêt à être lancé en travaux après la finalisation de toutes les procédures administratives liées à l'appel d'offres relatif à la construction de ce barrage qui sera livré au bout d'un délai contractuel de 16 mois».

M. Derbal a assuré qu'il «suivra personnellement la réalisation de cet ouvrage stratégique» d'une capacité de 2,45 millions de m³, avant de souligner que sa mise en service «profitera à toute la région et aux agriculteurs, notamment ceux qui ont investi dans l'arboriculture fruitière, et permettra d'économiser les eaux souterraines». Le ministre a également rappelé avoir donné des «instructions strictes» aux responsables de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT), ainsi qu'aux responsables du secteur au niveau local à l'effet d'exercer «un suivi rigoureux» et d'exiger de l'entreprise devant être chargée de la réalisation d'opter pour «le système de travail continu en 3x8, voire en 2x10, afin de mettre en service le barrage dans les délais contractuels stipulés dans le cahier des charges».

Par ailleurs, M. Derbal a exprimé sa «satisfaction» quant à l'avancement des travaux de réalisation de la station d'épuration des eaux usées dans la commune de Babar. Il a néanmoins instruit les responsables locaux de son secteur à l'effet de redoubler d'efforts et de veiller au respect des normes de qualité en vigueur au niveau international dans ce domaine. Dans le même contexte, il a également souligné que la réalisation de cette station d'épuration, à l'instar de celle de la commune de Chechar, «procède de la stratégie nationale mise en œuvre par le ministère de l'Hydraulique, sur instruction du président de la République, dans l'optique d'élever le niveau des systèmes d'épuration par ces infrastructures qui représentent une priorité stratégique, bénéfique pour l'environnement, la santé des citoyens et les agriculteurs qui pourront



utiliser les eaux traitées pour l'irrigation». Le ministre a chargé le directeur de wilaya des ressources en eau de travailler en coordination avec les responsables de la direction des services agricoles «afin de développer des périmètres agricoles dans le voisinage des stations d'épuration pour bénéficier des eaux traitées pour l'irrigation et faire, ainsi, face aux éventuels déficits en eau». S'agissant de l'alimentation en eau potable, le ministre a également demandé aux responsables locaux de son secteur de «se mobiliser pour améliorer le service public en la matière, après l'achèvement des travaux de réhabilitation des réseaux de distribution et de transfert depuis la station de pompage d'Ain Kercha (Oum El Bouaghi) jusqu'au barrage de Koudiat Medouar (Batna), ce dernier alimentant en eau la plupart des communes de la wilaya de Khenchela». M. Derbal a souligné que sa visite dans la wilaya de Khenchela s'inscrit dans le cadre des visites régulières effectuées conformément aux instructions du Président de la République dans le but de suivre les projets de développement inscrits au titre du programme complémentaire

de développement qui connaît des «progrès remarquables en matière de rythme de réalisation».

Le ministre a rappelé que la dynamique économique observée dans la wilaya de Khenchela depuis l'inscription du programme complémentaire «démontre la grande importance accordée par les autorités supérieures du pays, à leur tête le président de la République, à cette wilaya historique». M. Taha Derbal avait auparavant présidé le lancement, dans cette wilaya, des cérémonies commémoratives de la Journée nationale de la mémoire et du 79ème anniversaire des Massacres du 8 mai 1945.

Il a notamment donné le coup d'envoi d'une «Caravane de la mémoire» en partance vers la commune d'El Ouedja où seront distribués du matériel et des équipements sportifs aux jeunes de cette collectivité locale. Le ministre a conclu sa visite en déclarant que sa présence dans la wilaya de Khenchela, était pour s'associer aux habitants de cette région afin de commémorer avec eux la Journée nationale de la mémoire et le 79ème anniversaire des Massacres du 8 mai 1945.

PROGRAMME DE LOGEMENTS EN 2024

Plus de 4.500 unités sur les rails à Constantine

La wilaya de Constantine a bénéficié au titre de l'exercice 2024 d'un programme de logements comprenant 4.500 unités tout segment confondu, a-t-on appris des services de la wilaya.

Il s'agit de 2.000 Logements Publics Locatifs (LPL), 2.000 Logements Promotionnels Aidés (LPA) en plus de 500 aides à la construction rurale, a précisé la même source, qui a fait part de l'im-

pact de ce programme dans la prise en charge de la demande exprimée localement en matière de logement. Cette dotation en logement s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'Etat visant à améliorer le cadre de vie des citoyens, a souligné la même source affirmant que des instructions ont été données pour lancer les chantiers de réalisation des logements de type LPL et LPA avant la fin de l'année en cours

(2024).

S'agissant des aides à la construction rurale, la même source a indiqué que les autorités locales avaient récemment étudié la possibilité de relancer la formule de l'habitat rural groupé afin de permettre au maximum de demandeurs de ce type de logement d'en bénéficier des aides octroyées dans ce cadre. Selon les services de la wilaya, cette formule d'habitat (500 aides) de-

vra être concrétisée dans les communes de Béni Hamidène, Zighoud Youcef, Benbadis et Ouled Rahmoune avec la possibilité de prévoir une partie pour la commune de Constantine. Pour rappel, un quota de plus de 4.700 LPL inscrit à l'actif de la wilaya dans le cadre des différents programmes dont elle a bénéficié les années précédentes, sera réceptionné «avant la fin de l'année en cours 2024».

Une IA sans méthode est vouée aux gémonies

L'intelligence artificielle a imposé le lexique de la peur. On parle d'invasion de robots venus remplacer les travailleuses et les travailleurs, de rupture technologique et de saut dans l'inconnu. En réalité, la création de la valeur reste absolument identique dans sa méthode depuis Socrate : il faut résoudre des problèmes !

Par Hadj Khelil, fondateur d'Hyko.ai*

Pour y parvenir, il faut d'abord connaître ses problèmes. Savoir les identifier nécessite de construire un pont, un lien entre l'énoncé et le vrai problème, le besoin non pourvu. Cette qualité de problématisation rend possible l'accès à une boîte à outils dont la taille varie en fonction des âges. Si l'IA est une révolution de la caisse à outils, elle ne le sera jamais pour ce qui est du talent de problématisation. Edgar Morin nous a montré la voie, la seconde vague de l'esprit français de Descartes : il nous faut avoir plus de méthode. Comme disait Einstein, il faut rester plus de temps avec les problèmes. Il avait prédit qu'un jour les machines répondraient à toutes les questions, mais nous prévenait déjà qu'elles ne pourraient jamais poser les meilleures questions. Cette méthode de problématisation, cette gymnastique intellectuelle, c'est un monopole humain, un bastion qu'il faut encourager, former, valoriser. C'est sur celle-ci que nous devons nous appuyer pour dompter l'IA et la mettre au service du plus grand nombre à travers la résolution des grands problèmes de l'humanité. L'ordinateur quantique tant attendu, combiné à la magie de l'IA, pourraient être déterminants dans la réalisation des objectifs de développement durable, plutôt que servir la grande course à la profitabilité et compromettre les

souverainetés des humains qui n'auraient pas livré les bons combats. Le paradoxe veut que l'IA fasse son entrée fracassante dans un monde où les citoyens vont de plus en plus mal. C'est l'aboutissement de la prise de pouvoir des machines, accélérée par la compétition devenue mondialisée et omniprésente, après une phase, aujourd'hui révolue, de croissance effrénée où chacun a vu son temps libre, sa richesse, sa santé et ses libertés croître. Le prix à payer pour cette croissance inédite de richesses fut la spécialisation des tâches, censées répondre à des problèmes que l'on a fini par oublier avec la vague d'industrialisation, de normalisation, de standardisation, au nom de l'obsession à la productivité. Ne demeure que la hiérarchie sociale qui en découle, les dividendes sans cesse plus importants (un domaine où notre pays excelle encore) et finalement la conversion des travailleurs en robots. Ils ne comprennent plus à quel problème correspond les tâches qu'ils répètent. Savez-vous quel problème vous réglez dans la vie, et dans le monde ? Même des grands patrons et des dirigeants politiques ne le savent plus vraiment. Ce n'est pas qu'ils soient stupides mais ils ne sont juste plus habitués à penser en termes de problèmes à résoudre et ont poussé une armée de cadres condamnés aux bullshit jobs à lubrifier les humains robotisés en leur parlant de devoir, puis de sens et enfin de mission. Mais après avoir délocalisé les emplois, le rêve du

grand capital est de remplacer l'Homme par une machine sans état d'âme, dans une destruction créatrice qui laisserait des milliards d'entre nous sur le carreau (ces fameux cadres en premier lieu).

Une décennie d'expérience avec l'IA me laisse plein d'optimisme

Je pense que la solution réside dans le problème, comme toujours. Si l'IA était démocratisée au maximum, elle pourrait répondre à la quête de sens et d'impact des citoyens du monde. S'ils peuvent (encore) répondre aux défis de l'époque et améliorer le monde pour les générations futures, car l'IA va pouvoir accélérer la transition environnementale, la démocratie participative et tout le reste, sans exception. Puisque personne ne peut arrêter le progrès, il est de notre devoir de protéger les citoyens des tsunamis technologiques qui se profilent en leur offrant des outils pour en tirer profit. Cet outil surpuissant présente de multiples dangers, oui, mais il peut être un outil de libération, d'émancipation et de créativité qui redistribuera les cartes d'un monde devenu trop injuste pour tenir debout et pour vivre ensemble. C'est pour cela que nous avons développé un outil de prototypage d'applications d'IA sur-mesure, en quelques minutes et sans connaissance informatique. La majeure partie de la valeur, du temps et de l'impact perdus se jouent dans cette phase de prototypage où l'IA permet des économies et un partage des connais-

sances, des possibles qui progressent à une vitesse délirante. Cette révolution peut cesser de donner le pouvoir aux tenants de la technologie et le rendre à ceux qui détiennent légitimement le savoir et le savoir-faire, ceux qui connaissent les vrais problèmes et veulent les résoudre pour le bien de tous. Pour cela, il ne tient qu'à nous de la démocratiser en y prenant part, en en profitant pour réactiver ce qu'il y a de plus précieux, commun et humain en nous et dont l'épuisement menace les institutions et les organisations partout dans le monde : notre capacité à raisonner.

Les exclus du Banquet étaient jusqu'à présent du bon côté de l'ubérisation

La délicieuse ironie de la vie a opéré un formidable retournement, dont elle a le secret, propulsant ainsi les fortunés d'aujourd'hui dans l'enfer des autres. À nous maintenant de travailler au prochain retournement en faisant en sorte qu'il aboutisse à la situation la plus juste possible. Nous croyons fermement que l'IA, à la condition que nous réussissions à embarquer le plus d'humains possible dans l'arche, est une véritable opportunité d'imaginer et de concevoir un monde plus juste articulé sur les savoirs, les compétences, les intuitions de citoyens qui auront dompté l'IA.

(*) Hadj Khelil a fondé le data lab BIG mama en 2014. il a lancé en 2024 Hyko.ai.

Source : Tribune.FR

Le dollar est toujours le problème des pays d'Asie

En 1971, le secrétaire du Trésor américain John Connally s'était rendu célèbre pour avoir répondu à une délégation européenne s'inquiétant des fluctuations du dollar que « le dollar [était] notre monnaie, mais votre problème ». Et bien que le contexte monétaire ait changé depuis cinquante ans, et que l'on parle de plus en plus de dédollarisation des échanges, les pays asiatiques continuent de dépendre de la politique monétaire et du taux de change américains. Depuis le début de l'année, les devises asiatiques pâtissent des décisions de la Fed, qui a décalé son calendrier d'assouplissement monétaire, en raison d'indicateurs d'activité meilleurs qu'anticipé et d'une inflation jugée toujours trop élevée. Les principales devises de la zone ont ainsi cédé entre 5% et 10% face au dollar, sans parler du Japon où le yen a retrouvé des niveaux qu'il n'avait plus connus depuis les années 1980 et les accords du Plaza. Sans surprise, les devises les plus touchées sont celles des pays dans lesquels les taux directeurs sont situés en-dessous du niveau des taux amé-

ricains, Thaïlande et Corée du Sud en tête. Ces économies sont ainsi pénalisées par des sorties de capitaux motivées par des arbitrages risque/- rendement moins favorables par rapport aux conditions de marché américaines. Les banquiers centraux de ces pays s'inquiètent ainsi de la pression engendrée par ce spread de taux qui devrait se maintenir pendant encore de longs mois, le premier assouplissement de la Fed étant maintenant anticipé pour septembre. Dans un rare communiqué commun, les banques centrales coréenne, japonaise et américaine se sont montrées préoccupées par le décrochage des devises asiatiques et le renforcement du dollar, et de l'impact que ce dernier pouvait avoir sur le commerce international, en profitant notamment à la Chine, régulièrement accusée de sous-évaluer sa devise.

Vague de dépréciation et politique monétaire sous contrainte

Une Fed préoccupée, mais pas au point de modifier son calendrier, laissant le soin à ses homologues de gérer comme ils le pouvaient leur politique de change.

Fin avril, la banque centrale indonésienne a quant à elle relevé son taux directeur de 25 points de base, à 6,25%, son plus haut niveau depuis l'adoption de cet instrument en 2016. Elle a motivé sa décision par la nécessité de soutenir sa devise, la roupie indonésienne ayant cédé environ 5% face au dollar depuis le début de l'année. C'est déjà sous pression américaine que les économies asiatiques avaient resserré leur politique monétaire à partir de 2022, et ce alors même qu'elles étaient pour la plupart en pleine phase de rattrapage, ayant connu un cycle de reprise postCovid décalé par rapport aux pays avancés en raison de retards dans les campagnes de vaccination qui les avaient obligées à maintenir des mesures sanitaires contraignantes et à garder leurs frontières fermées jusqu'à fin 2021. Les choix de la Fed coûtent donc cher aux économies asiatiques. Alors que la hausse des prix est largement sous contrôle dans la zone, et que les banques centrales ont réussi à ramener l'inflation proche de leur cible, ces dernières sont contraintes de maintenir des taux directeurs ne correspondant pas à leur contexte domestique. Elles sont

ainsi confrontées à des arbitrages difficiles : baisser les taux pour soutenir la croissance, en particulier l'investissement, qui a parfois eu du mal à redémarrer depuis le Covid, en risquant des sorties de capitaux potentiellement déstabilisantes et des pressions sur leur taux de change, ou bien laisser leur niveau inchangé jusqu'au premier assouplissement de la Fed, afin de privilégier leurs équilibres externes. Contrainte supplémentaire, le dollar fort qui, indépendamment de leurs choix, les oblige à intervenir sur le marché des changes pour soutenir leur devise, et donc à utiliser une partie de leurs réserves. Encore marquées par le souvenir des crises asiatiques de la fin des années 1990, les pays de la zone font pour l'instant le choix de politique monétaire orthodoxe. Bien qu'elles soient relativement peu endettées en devises étrangères, elles craignent qu'un choc sur le change se propage rapidement à l'économie domestique via l'inflation sur les produits importés, et déséquilibre la structure des échanges extérieurs, souvent au cœur de leur stratégie de croissance et d'industrialisation.

Source : Groupe Crédit agricole

TUNISIE

AMEA Power développera un nouveau projet solaire de 200 MW

En Tunisie, AMEA Power est en train de s'imposer comme l'un des principaux acteurs de la transformation du paysage énergétique. L'entreprise a récemment lancé la construction d'une centrale de 120 MW.

L'emiratie AMEA Power, acteur majeur des projets d'énergie solaire en Afrique, a annoncé le 10 mai avoir signé un accord d'achat d'électricité (AAE) et un accord de concession pour un projet solaire photovoltaïque de 200 MW à Tattouine, avec le gouvernement tunisien.

Les documents du projet ont été signés par la ministre l'Energie, le directeur général de la STEG Tunisie et la directrice senior du développement de projet d'AMEA Power. Pour rappel, le projet a été attribué à AMEA Power à la suite d'un appel d'offres international lancé par le ministère tunisien de l'Industrie, des Mines et de l'Energie et sera réalisé sous le régime de la concession.

Située dans le gouvernorat de Tattouine, il produira 552 000 MWh d'énergie propre par an, assez pour alimenter plus de 102 900 ménages, et compensera environ 280 800 tonnes d'émissions de CO2 par an. La Tunisie qui a pris du retard dans la transition énergétique par rapport à ses voisins, affiche désormais des ambitions élevées. Le pays vise 35% de part des énergies renouvelables dans son mix d'ici 2030.

POUR SE DÉVELOPPER SUR LE MARCHÉ ÉGYPTIEN

La Fintech MNZL lève 3,5 millions \$

Un an après le lancement de ses activités, la société de technologie financière MNZL obtient un premier financement auprès d'un groupe d'investisseurs. La ressource sera utilisée pour renforcer sa technologie et développer ses solutions de financement.

La fintech égyptienne MNZL qui propose des solutions de crédit adossé sur des actifs immobiliers (maisons, voitures), a annoncé le jeudi 9 mai 2024, l'obtention d'un financement de démarrage de 3,5 millions \$. La levée de fonds a été dirigée par l'américain P1 Ventures, le britannique Localglobe et le nigérian Ingressive Capital. Elle a connu la participation d'un groupe d'investisseurs institutionnels et pro-

videntiels. Fondée en 2023 par les associés Sameh Saleh, Ahmed Eldessouky et Bassem El Shaer, MNZL prévoit d'améliorer sa technologie et d'étendre ses opérations de financement en Egypte.

« L'approche de MNZL visant à exploiter des actifs immobiliers change la donne, établissant potentiellement une nouvelle norme pour les prêts non seulement en Egypte mais aussi sur des marchés émergents

», a indiqué Hisham Halbouny, associé directeur de P1 Ventures.

La fintech opérationnelle depuis l'année dernière, a reçu l'approbation du régulateur des marchés financiers en Egypte, pour lancer sa plateforme. Cette structure utilise des actifs non financiers comme garanties pour des prêts à des particuliers. Elle propose également des financements conformes à la charia, la loi islamique.

SERVICES BANCAIRES ET POSTAUX EN TUNISIE

Répondre aux besoins diversifiés des entreprises tunisiennes

Après la crise sanitaire du Covid-19, une accélération de la digitalisation des services administratifs a été observée pour éliminer les barrières spatiales et temporelles et ouvrir, ainsi, de nouvelles opportunités pour les entreprises. Ce processus suppose que les entreprises, de leur côté, s'y investissent et y adhèrent pour pouvoir s'adapter plus rapidement à un environnement économique en constante évolution. Pour renforcer la compétitivité et la productivité de son économie et améliorer son climat d'affaires, la Tunisie a accordé une importance cruciale à la digitalisation des services ad-

ministratifs. D'après une analyse approfondie publiée récemment par l'Institut tunisien de la compétitivité et des études qualitatives (Itceq), intitulée «la digitalisation des services administratifs : classement international et perception des chefs d'entreprise», «la réussite de la digitalisation des services administratifs en Tunisie exige une approche holistique qui inclut non seulement des aspects techniques liés à l'interopérabilité des différents systèmes d'information, mais aussi des actions relevant de l'instauration du caractère obligatoire des services en ligne et la poursuite de la simplification des procé-

dures administratives».

La Tunisie dans le Top 50 mondial

Bien que l'utilisation des services bancaires et postaux ne revête pas un caractère obligatoire, les entreprises tunisiennes font de plus en plus appel à ces services. Le taux de participation a augmenté significativement, passant de 63% en 2020 à 74% en 2022, marquant, ainsi, une croissance de plus de 10%.

Une analyse plus approfondie des résultats selon le secteur d'activité et la taille de l'entreprise révèle que «celles opérant dans le secteur des services sont les plus ferventes

utilisatrices de ces services (80% contre 69% pour l'industrie). De plus, il est intéressant de noter que les entreprises de grande taille semblent tirer davantage profit de ces services (81%) que leurs homologues de taille plus modeste, avec des taux respectifs de 74% pour les petites entreprises et 72% pour les entreprises de taille moyenne».

En ce qui concerne le niveau de satisfaction des entreprises à l'égard de ces services, les résultats de l'enquête 2022 indiquent que 92% des chefs d'entreprise en sont satisfaits, indépendamment de la taille de l'entreprise ou de son secteur d'activité.

POUR TRANSFORMER LE SECTEUR DE L'AVIATION EN UNE INDUSTRIE GÉNÉRANT 2 MILLIARDS DE DOLLARS

L'Arabie saoudite dévoilera sa feuille de route

Une feuille de route ambitieuse décrivant comment l'Arabie saoudite compte décupler la croissance de son secteur de l'aviation pour en faire une industrie générant 2 milliards de dollars (1 dollar = 0,93 euro) sera dévoilée lors d'un événement spécial au mois de mai. Elle couvre le marché des avions

d'affaires, y compris les avions charters, privés et d'entreprise, et soutiendra le développement de l'Arabie saoudite en tant que destination touristique et d'entreprise à forte valeur ajoutée au niveau mondial.

Les détails de la feuille de route seront dévoilés lors de l'édition 2024 du Future Aviation Forum (FAF), qui réunira 5 000 leaders,

notamment des investisseurs privés, des opérateurs et des prestataires de services, et qui se tiendra à Riyad du 20 au 22 mai. Cette feuille de route a été réalisée après que l'Arabie saoudite a revu à la hausse son objectif touristique pour 2030, le faisant passer de 100 millions à 150 millions de visiteurs en octobre 2023.

Le forum sera organisé par l'Autorité générale de l'aviation civile (Gaca), dont le président, Abdelaziz al-Duailej, a expliqué: «L'aviation générale est essentielle à la croissance des secteurs à forte valeur ajoutée de l'économie saoudienne, notamment le tourisme, les affaires et les événements de divertissement».

«La feuille de route de la Gaca stimulera fortement le secteur dans le Royaume en transformant les infrastructures et les réglementations, tout en développant, promouvant et améliorant les services d'aviation générale sur le marché.»

SYRIE

Il faut soutenir les industries textiles et développer le processus de production

La Syrie se caractérise par une série de production dans le secteur des industries textiles, commençant par la matière première du coton jusqu'à la production des tissus et de vêtements de toutes sortes, ce qui nécessite le soutien à ce secteur via la modification de la législation. Dans une déclaration au correspondant de SANA, l'industriel Nidal Haj Hassan, d'Alep, a souligné l'importance de fa-

ciliter, d'accélérer, de simplifier les processus de versement et de transfert de fonds et de fournir des facilités aux industriels en mettant à jour la législation, en leur accordant des exonérations fiscales et en réduisant les frais, notamment pour les industriels qui ont poursuivi leur travail pendant les années de guerre.

De son côté, le président de la Fédération des chambres de commerce sy-

riennes, Mohammad Aboulhuda al-Lahham, a indiqué que les produits syriens jouissent d'une bonne réputation sur les marchés extérieurs grâce à leurs qualités et leurs prix compétitifs en dépit des difficultés.

Pour sa part, le vice-président de l'Association des sciences économiques, Mohammad Zuhair al-Taghlibi, a appelé à former un comité national chargé à promouvoir les industries

textiles, qui regroupe les parties gouvernementales concernées, et des représentants des séries de production industrielle, dont la mission principale sera d'adopter un plan pour examiner périodiquement les conditions des industriels et de fournir un soutien financier à la réhabilitation des installations industrielles endommagées.

MADAGASCAR

La BAD tire un bilan positif du plan stratégique 2022-2026

Le gouvernement de Madagascar et la Banque africaine de développement sont convenus de consolider les résultats obtenus à mi-parcours du Document de stratégie pays 2022-2026 et d'en maintenir les orientations stratégiques pour la période restant à couvrir d'ici à 2026. C'est ce qui ressort de l'atelier portant sur la restitution des résultats de la revue à mi-parcours du DSP combinée à la revue de la performance du portefeuille pays pour l'année 2024, organisé le 6 mai 2024 à Madagascar.

Lors des deux premières années du DSP, les projets financés par la Banque ont notamment contribué à l'aménagement de plus de 20 000 hectares de terres irriguées, à la construction et à l'aménagement de plus de 270 kilomètres de routes et à la création de milliers d'emplois directs et indirects. Grâce à la mise en œuvre des projets agricoles, en particulier le Projet jeunes entreprises rurales dans le Moyen-Ouest et le Projet du Programme d'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et dans l'agro-industrie, la Banque a contribué à l'accroissement de la production de riz de quatre millions de tonnes en 2021 à 5,32 millions de tonnes en 2023. Dans le domaine du genre, l'appui de la Banque a permis un accompagnement technique et financier de 354 micros, petites et moyennes entreprises agricoles dirigées par des femmes, permettant la création de 7 584 emplois féminins. Dans

le secteur du transport, la réalisation du Projet d'aménagement de corridor et de facilitation du commerce a permis une hausse significative du trafic moyen des poids lourds sur la route nationale 9, passant de 27 à 108 véhicules par jour. Lors de cet atelier, les deux parties se sont également accordées à maintenir inchangés les secteurs de concentration de la Banque pour les deux prochaines années : le transport, l'énergie, l'agriculture et l'industrie. Les deux domaines prioritaires du DSP 2022-2026 restent fixés autour du développement des infrastructures de transport et d'énergie pour la croissance inclusive, et du soutien à la transformation de l'agriculture et au développement de l'industrie manufacturière. L'atelier était présidé par RindraHasimbelo Rabarinirinarison, ministre de l'Économie et des Finances de Madagascar et gouverneur de la Banque. Plusieurs membres du gouvernement malgache,

des ambassadeurs, des responsables d'organisations internationales, des représentants de l'administration publique et du secteur privé, ainsi que l'équipe de la Banque africaine de développement y ont pris part. Au cours de son intervention, Mme Rabarinirinarison a indiqué que le gouvernement malagasy restait déterminé à poursuivre son partenariat stratégique avec le Groupe de la Banque, avec l'objectif de combler le retard dans la transformation structurelle de son économie, tout en créant les conditions nécessaires pour une croissance plus inclusive et partagée. « Les perspectives sont nombreuses et plusieurs défis restent à relever. D'où la pertinence de la revue de performance du portefeuille pour orienter et améliorer, de manière concertée, la mise en œuvre des projets pour maximiser les résultats attendus des projets », a affirmé la ministre.

NIGERIA

L'État de Gombe met en service une nouvelle usine de mélange d'engrais

Le Nigeria est le principal producteur et consommateur d'engrais en Afrique de l'Ouest. En dépit des nombreux investissements déjà réalisés dans le secteur, le niveau d'utilisation de l'intrant est encore en-dessous de la moyenne africaine et mondiale. Au Nigéria, Muhammadulnuwa Yahaya, gouverneur de l'État de Gombe a procédé, le

9 mai, à l'inauguration d'une unité de mélange d'engrais basée à Kwadon dans la zone de gouvernement local de Yamaltu/Deba. Selon les informations relayées par le média local All news, cette usine a été construite par la société Al-Yuma Fertilizer and Chemical Company. D'après Faruk Hamza, directeur général de la société, l'usine devrait produire

120 000 tonnes de divers mélanges d'engrais par an. Cet investissement privé devrait également profiter au secteur agricole local. « Nous prévoyons d'acheter 200 000 tonnes d'engrais auprès de la nouvelle société pour les distribuer aux agriculteurs », a révélé M. Yahaya. En 2022, le Nigéria affichait une consommation apparente de 1,3 million de tonnes

d'engrais, selon les données du Centre international de développement des engrais (IFDC). Dans le pays le plus peuplé d'Afrique, le niveau moyen d'utilisation de l'intrant était évalué à 18,6 kg par hectare de terres arables en 2021 contre une moyenne africaine tournant autour de 25,5 kg, d'après les données de la Banque mondiale.

ANGOLA

Engagements de 1,3 milliard \$ des USA dans les infrastructures

Ces ressources sont destinées à financer la construction d'infrastructures d'énergie solaire, des ponts et des installations de communication. Au-delà, il y a un besoin de contrer la Chine, mais surtout de créer des emplois pour des Américains. La Banque publique américaine de financement de l'import-export (US EXIM) a annoncé, le jeudi 9 mai 2024, la signature de trois accords avec diverses autorités angolaises pour le financement de projets d'infrastructures, représentant une valeur totale de 1,3 milliard de dollars. Cette annonce a été faite par Reta Jo Lewis, présidente de l'institution, lors d'une conférence de presse tenue dans le

cadre du sommet d'affaires Afrique-États-Unis, qui se tient actuellement à Dallas, au Texas. Madame Lewis a souligné que ces accords constituent un jalon important pour le développement des énergies renouvelables, de la connectivité sans fil et des infrastructures de transport en Angola. Elle a également mis en avant le rôle essentiel que le financement par la banque peut jouer dans le renforcement de la coopération économique entre les États-Unis et l'Angola. L'accord le plus significatif annoncé concerne un financement de 900 millions de dollars d'un projet de centrale d'énergie solaire d'une capacité de 500 mégawatts.

Ce projet vient compléter les capacités africaines en matière d'énergie solaire, qui ont connu une progression de 3,5 gigawatts en 2023, bien qu'elles restent modestes par rapport au potentiel de la région et à la capacité globale installée dans le monde, qui s'élève à 350 gigawatts. Un second accord, d'un montant de 363 millions de dollars, ne représente pas un financement direct, mais plutôt une garantie de 350 millions de dollars sur un prêt accordé par Standard Chartered Bank et Africa Finance Corporation à l'entreprise américaine Accrow Bridges. Ce prêt est destiné à la construction et à l'installation de ponts métalliques sur plusieurs routes en Angola.

Le troisième accord, d'un montant de 43 millions de dollars, vise à financer l'installation d'équipements de radio-communication. Cette transaction s'inscrit dans une démarche visant à renforcer la compétitivité des entreprises américaines face à leurs homologues chinoises, notamment en Afrique. Bien que US Exim se réjouisse de son engagement en faveur de l'Afrique, il est important de noter que les bénéficiaires principaux de ces engagements sont souvent des entreprises américaines. De plus, parmi les transactions actuellement annoncées, un grand nombre d'emplois (2300) seront créés au profit des Américains.

GABON

Panoro annonce une nouvelle découverte pétrolière sur le permis offshore de Dussafu Marin

Ces derniers mois, plusieurs gisements porteurs d'hydrocarbures ont été identifiés sur la zone d'intérêt de Dussafu, notamment par BW Energy, l'opérateur de ce site producteur localisé dans les eaux territoriales du Gabon.

Au Gabon, la compagnie PanoroEnergy a annoncé, vendredi 10 mai, la découverte d'un gisement pétrolier sur le périmètre pétrolier producteur de Dussafu, notamment dans l'extension nord-est du champ Hibiscus South. Ce développement est la résultante d'activités de forage réalisées à travers le puits d'exploration DHBSM-2P, foré jusqu'à une profondeur totale de 5 130 mètres et mettant en évidence une colonne de 35 mètres dans la formation de Gamba. Selon les premières estimations, cette région hébergerait quelque 14 millions de barils de pétrole dont environ 5 à 6 millions sont techniquement et économiquement exploitables. Dans l'ensemble, ce succès confirme non seulement le potentiel en hydrocarbures de la licence de Dussafu, mais étend également les limites connues du champ Hibiscus South. Ce qui marque une avancée notable vers la monétisation via la mise en production du DHBSM-2P prévue avant la fin de l'année. « Nous tirerons parti de l'infrastructure de production existante à proximité pour développer rapidement ces barils à forte marge de manière rentable dans le cadre de la campagne en cours », a notamment déclaré John Hamilton, le patron Panoro.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street surmonte les mauvaises nouvelles et finit en ordre dispersé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, surmontant globalement une série d'obstacles, d'un mauvais indicateur macroéconomique aux commentaires fermes de membres de la Fed (la banque centrale américaine), gardant l'espoir de voir l'inflation se calmer. Le Dow Jones est monté de 0,32%, engrangeant ainsi une huitième séance consécutive de gains, sa meilleure performance depuis une série de neuf hausses consécutives en décembre.

L'indice à dominante technologique Nasdaq a fini proche de l'équilibre (-0,03%) et l'indice élargi S&P 500 a grimpé de 0,16%. La place new-yorkaise a pourtant eu plusieurs raisons de courber l'échine durant la journée. L'indice de confiance des consommateurs, mesuré par l'enquête mensuelle de l'université du Michigan, est tombé à 67,4 points, au plus bas depuis six mois. «Ce décrochage (-13% sur un mois) renforce l'hypothèse d'un ralentissement significatif de la croissance cette année» aux États-Unis, a commenté Ian Shepherdson, de Pantheon Macroeconomics. Selon les auteurs de l'enquête, les ménages américains «font part d'inquiétudes liées au fait que l'inflation, le chômage et les taux d'intérêt pourraient tous évoluer dans la mauvaise direction durant l'année à venir». «Ce n'est pas une surprise», compte tenu des derniers indicateurs macroéconomiques, a indiqué Sam Stovall, de CFRA,

«mais cela ne fait pas plaisir au marché». Les investisseurs se sont aussi émus du dérapage des anticipations d'inflation, les personnes interrogées voyant, en moyenne la hausse des prix à 3,5% par an d'ici douze mois, contre 3,2% en avril.

Taux obligataires tendus

Les anticipations d'inflation sont un paramètre crucial pour la banque centrale américaine (Fed), qui ne veut surtout pas les voir s'éloigner de son objectif d'inflation à long terme, soit 2%, car cela entraînerait une spirale inflationniste. La séance a également été ternie par les déclarations d'une gouverneure de la Fed, Michelle Bowman, qui a expliqué ne pas s'attendre, à ce stade, à une baisse du taux directeur de l'institution cette année. «Il est trop tôt pour penser à des baisses de taux», a surenchéri la présidente de l'antenne de la Fed à Boston, Susan Collins.

Dans la foulée, les taux obligataires se sont tendus. Le rendement des emprunts d'État américains à 10 ans est remonté à 4,50%, contre 4,45% la veille en clôture. Mais la Bourse de New York a refusé de plier, malgré ces vents contraires. «Le marché continue à regarder vers l'avenir et veut croire que les résultats des sociétés vont continuer à s'améliorer», a décrit Sam Stovall pour justifier la résistance de Wall Street. «Et je crois qu'ils parient sur une inflation moins élevée la semaine prochaine.» Les opérateurs ont ainsi déjà le regard tourné vers la publication de l'indice de prix à la consommation CPI, mercredi. À la cote, le laboratoire Novavax a vu sa capitalisation quasiment doubler (+98,66%), catapulté par l'accord qui prévoit la commercialisation par le français Sanofi de son vaccin contre le Covid-19. La compagnie de Gaithersburg (Maryland) pourrait recevoir jusqu'à 1,2 milliard de dollars de Sanofi au titre de ce partenariat. C'est un développement majeur pour le laboratoire, qui avait fait état, en mars 2023, d'une «incertitude significative» quant à sa trésorerie, pénalisé par le ralen-

tissement des ventes de vaccins anti-Covid. Tesla s'est replié (-2,04%) après que son patron, Elon Musk, a indiqué que le constructeur allait investir «bien plus de 500 millions de dollars» pour développer son réseau de superchargeurs. La start-up Oklo, spécialisée dans l'énergie nucléaire et présidée par le patron d'OpenAI (ChatGPT) Sam Altman, a brutalement chuté vendredi pour sa première journée de cotation à Wall Street (-53,65%). Depuis l'annonce, en juillet, de sa fusion avec le véhicule coté AltC, le prix de l'action de ce dernier s'était envolé, prenant plus de 72%, nourri par la spéculation. Le constructeur chinois de véhicules électriques Zeekr, contrôlé par le groupe automobile Geely - actionnaire majoritaire de Volvo Cars -, a suivi une trajectoire opposée (+34,57%) pour ses débuts à Wall Street. Le géant taïwanais des semi-conducteurs TSMC, coté à Taïwan mais aussi à New York, a avancé (+4,53%) après avoir fait état d'un bond de 60% de son chiffre d'affaires en avril sur un an, sur fond de fort appétit pour l'intelligence artificielle.

AVEC DE NOUVEAUX RECORDS CE VENDREDI

Le CAC 40 a gagné 3,3% sur la semaine

L'indice parisien a signé une sixième séance consécutive de hausse en cette semaine de très faibles volumes. La tendance du jour a été portée par des notes d'analystes positives sur Teleperformance et Legrand. Reçu cinq sur cinq. Le CAC 40 a enchaîné une nouvelle hausse consécutive ce vendredi, la cinquième de la semaine. L'indice parisien s'est adjugé 0,38% à 8.219,14 points, signant à la fois un nouveau record à la clôture et un nouveau record en séance, à 8.259,19 points vers 12h20. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien signe une très belle progression de 3,29%. Le bémol est que cette hausse hebdomadaire a été réalisée dans des volumes très faibles, en raison de deux jours fériés, mercredi et jeudi, voire de l'absence de nombreux opérateurs sur l'ensemble de la semaine. La tendance a été portée par l'optimisme retrouvé du marché sur de nouvelles baisses de taux, que ce soit du côté de la Banque centrale européenne (BCE) ou de la Réserve fédérale américaine (Fed).

Teleperformance plus forte hausse du CAC 40

"Cette impulsion haussière a pris racine après que les investisseurs, auparavant déçus par les indications restrictives de la Fed (la Ré-

serve fédérale américaine) et les tensions géopolitiques, se sont félicités des solides résultats des entreprises pour le premier trimestre aux États-Unis et dans l'Union européenne", explique Pierre Veyret, analyste technique chez ActivTrades. "Plus important encore, avec les dernières données américaines suggérant que la Fed pourrait être incapable de maintenir sa position restrictive plus longtemps", les espoirs d'une politique monétaire plus accommodante "sont de nouveau sous le feu des projecteurs, alimentant le sentiment du marché envers les actifs risqués", ajoute-t-il. La tendance du jour a été portée par quelques recommandations d'analystes. Berenberg a relevé son objectif de cours sur Teleperformance (+3,8%), voyant plusieurs raisons d'acheter le groupe de relation client externalisée. Legrand a pris 2,8% alors que la banque Citi a relevé de deux crans son opinion passant de "vendre" à "acheter" sur le titre. A contrario, Hermès a reculé (-0,2%), alors que Jefferies a initié sa couverture à l'achat. Sur les autres marchés, l'euro prend 0,1% face au dollar à 1,0769 dollar. Le pétrole cède du terrain. Le contrat de juillet sur le Brent de mer du Nord cède 0,3% à 83,66 dollars le baril tandis que celui de juin sur le WTI coté à New York perd 0,2% à 79,11 dollars le baril.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 09 Mai 2024 Valeur : 13 Mai 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5532	134.5682
1	EUR	EURO		144.4159	144.4455
1	GBP	POUND STERLING		167.8349	167.8745
100	JPY	JAPANESE YEN		86.3240	86.3502
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6210	18.6233
1	CHF	SWISS FRANC		147.9908	148.0887
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.9495	97.9889
1	DKK	DANISH KRONE		19.3627	19.3662
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3095	12.3143
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3242	12.3281
1	AED	UAE DIRHAM		36.6291	36.6431
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8732	35.8820
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.1449	437.6202
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.6666	43.0954
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4183	13.4198
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4879	27.6287
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5427	3.5431
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.5765	177.5765

La Bourse de Paris continue de monter vers ses records

La Bourse de Paris est sur la voie d'une sixième progression consécutive vendredi (+0,42%), les investisseurs restant sur la dynamique de l'espoir de politiques de banques centrales plus souples avec le regain de l'économie en Europe. L'indice vedette CAC 40 avançait de 34,13 points à 8.221,78 points vers 09H15. Jeudi, il avait progressé de 0,69%, au plus haut depuis le 28 mars, son record de clôture (8.205,81 points). En Europe, Londres, Francfort, Amsterdam ou encore l'indice paneuropéen EuroStoxx 600 ont tous battu leur record durant la semaine. Celui en séance du CAC 40 est à 8253,59 points, établi aussi le 28 mars. Sur les quatre premières séances de la semaine, le CAC 40 progresse de 2,89%, sa

meilleure performance hebdomadaire depuis la fin janvier 2024. Jeudi, la hausse plus forte qu'attendu du nombre de nouvelles demandes d'allocation-chômage aux États-Unis, au plus haut depuis août 2023, a continué de nourrir l'«espoir de baisse de taux d'intérêt directeur à moyen terme» de la Banque centrale américaine, explique Stephen Innes, analyste de Spi AM. Cela vient confirmer le sentiment né à la fin de la semaine dernière grâce, déjà, à des données sur l'emploi moins bonnes que prévu aux États-Unis, allégeant les tensions inflationnistes au niveau des salaires et soulignant le coup de moins bien de l'économie américaine, deux raisons pour que la Banque centrale américaine se montre plus accommodante à l'avenir.

Espoir d'une baisse des taux

Au Royaume-Uni, la décision de la Banque centrale d'Angleterre de maintenir ses taux inchangés mais avec une majorité de 7 contre 2 a donné encore de l'espoir aux investisseurs qu'une baisse pourrait avoir lieu dès la prochaine réunion, en juin. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt français reculait, suivant la tendance en fin de séance américaine jeudi. Le taux de l'emprunt à 10 ans s'établissait à 2,95%, contre 2,98% jeudi en clôture. «Le prochain rendez-vous sera les chiffres de l'inflation américaine pour le mois d'avril, la semaine prochaine, mais depuis le

début du mois, les investisseurs s'attendent à une politique monétaire plus accommodante», résument les analystes de Deutsche Bank. Les nouvelles de l'activité économique en Europe sont aussi plutôt bonnes: le Royaume-Uni est sorti au premier trimestre de la récession technique dans laquelle il était tombé fin 2023, alors que son produit intérieur brut (PIB) a progressé de 0,6% lors des trois premiers mois de l'année, a annoncé vendredi l'Office national des statistiques (ONS). Le rebond de l'économie est plus marqué que ce à quoi s'attendaient les économistes, qui tablaient sur une progression de 0,4%. Le reste de la séance s'annonce sans grand indicateur, si ce n'est le sentiment du consommateur aux États-Unis.

ÉTATS-UNIS

Les impayés de prêts immobiliers commerciaux et prêts conso en hausse

Les défauts de paiement de certains prêts immobiliers commerciaux et prêts à la consommation ont augmenté fin 2023, atteignant des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie de Covid-19, a indiqué la banque centrale américaine (Fed) dans un rapport publié vendredi 10 mai. «Le système bancaire reste solide et résilient. (...)

Cependant, les taux de défaut de paiement de certains prêts immobiliers commerciaux et de certains prêts à la consommation ont augmenté pour atteindre des niveaux supérieurs à ceux d'avant la pandémie», relève la Fed dans ce rapport de supervision et de régulation. «Les banques ont augmenté leurs provisions pour pertes sur créances, en prévision d'une nouvelle détérioration de la qualité des actifs», est-il précisé. «Le taux de défaut de paiement des prêts à la consommation a dépassé 1% pour la première fois depuis le premier trimestre 2020, et le taux de défaut de paiement des prêts immobiliers commerciaux a atteint 0,9%, un sommet en cinq ans», détaille la Fed.

Un quart des prêts à refinancer en 2024

Concernant l'immobilier commercial, la banque centrale précise que «la baisse de la demande d'espaces de bureaux et la hausse des taux d'intérêt ont eu un impact négatif sur la performance» de ces prêts. Le développement du télétravail a vidé les bureaux des grandes villes américaines, qui enregistrent désormais une fréquentation en moyenne inférieure de moitié à celle de 2019. Par conséquent, les taux de vacance des espaces de bureaux ont grimpé. Or, en 2024, un quart des prêts souscrits par les propriétaires pour acquérir ces biens immobiliers arrive à échéance, selon les chiffres de l'As-

sociation des établissements de crédit immobilier (MBA). Soit 206 milliards de dollars à refinancer, au moment où les taux sont au plus haut depuis 20 ans. Quant aux prêts à la consommation, le taux de défaut de paiements «a augmenté en 2023 en raison des secteurs des cartes de crédit et des prêts automobiles». Il a atteint 1,7% à la fin de l'année 2023 pour les cartes de crédit, «son niveau le plus élevé des cinq dernières années. De plus, la proportion d'emprunteurs reportant tout ou partie du solde de leur carte de crédit au prochain cycle de facturation a augmenté». Pour les prêts automobiles, le taux d'impayés, là aussi, dépasse désormais les niveaux d'avant la pandémie.

TROISIÈME MOIS CONSÉCUTIF DE HAUSSE DES PRIX

L'inflation accélère en Chine en avril

L'inflation chinoise est supérieure aux attentes des analystes interrogés par l'agence Bloomberg, qui prévoyait 0,2 %. En avril, les prix à la consommation en Chine ont augmenté de 0,3% sur un an. Le pays était sorti en février de la déflation pour la première fois en six mois. Les prix à la consommation en Chine ont augmenté en avril

de 0,3% sur un an, pour le troisième mois consécutif, la deuxième économie mondiale confirmant sa sortie de la déflation, selon les chiffres officiels publiés samedi. L'inflation est supérieure aux attentes des analystes interrogés par l'agence Bloomberg, qui prévoyait 0,2 %. Elle dépasse aussi celle observée au mois de mars (0,1%). Le pays était

sorti en février de la déflation pour la première fois en six mois. "En avril, la demande des ménages a continué à rebondir (...) et l'augmentation en glissement annuel s'est amplifiée", a expliqué dans un communiqué le Bureau national des statistiques (BNS). Cependant, les prix sortent d'usine ont continué à baisser, une tendance

qui persiste depuis fin 2022. L'indice des prix à la production a ainsi chuté de 2,5% sur un an, a ajouté le BNS. Le gouvernement chinois multiplie les politiques pour inciter les consommateurs à dépenser, mais les résultats restent mitigés. Pékin vise une croissance de son PIB autour de 5% en 2024, estimant toutefois que cet objectif ne sera "pas facile" à atteindre.

POUR PROTESTER CONTRE L'AUSTÉRITÉ

Deuxième grève générale en Argentine

Deuxième grève générale en Argentine contre la politique d'ajustement économique du gouvernement de Javier Milei. Transports publics et aériens, mais aussi écoles et banques sont fermées. Un jour au ralenti mais pas à l'arrêt. L'Argentine vit jeudi sa deuxième grève générale en à peine cinq mois de gouvernement Javier Milei, signe que la rue hausse sensiblement le ton face au président ultralibéral, toujours droit dans son programme d'austérité, aux premiers résultats ambivalents. Ni trains, ni métro, peu de bus, écoles et banques fermées... la capitale Buenos Aires sonnait creux jeudi, sans une bonne partie des 3 millions de personnes qui y transitent chaque jour. Mais pour autant avec un grand nombre de commerces et restaurants ouverts, et une circulation aux airs de week-end ou de jour férié... qui ne l'était pas en Argentine en ce jour d'Ascension. Quelque 400 vols ont été annulés, affectant 70.000 passagers, selon l'Association latinoaméricaine du transport aérien. Mais les compagnies lowcost opéraient depuis l'aéroport de Buenos Aires.

"La grève n'a pas de force", a clamé la ministre de la Sécurité Patricia Bullrich, qui a dénoncé des caillassages de bus qui circulaient, un "aveu de faiblesse" selon elle. Son homologue des Transports a lui affirmé que le service public des transports fonctionnait à 40%.

Grève contre un ajustement brutal, pour défendre le droit du travail et le salaire digne

La grève "contre un ajustement brutal, en défense du droit du travail, syndical, et à un salaire digne", lancée par plusieurs syndicats paraissait en tout cas bien plus suivie que celle du 24 janvier (12 heures seulement), un semi-échec raillé par le gouvernement comme la grève "la plus rapide de l'histoire", annoncée en décembre, 18 jours après l'investiture de Milei. Cette fois encore, la présidence a dénoncé une grève "strictement politique" par des syndicats qui vont "à l'encontre de ce que les gens ont voté il y a cinq mois". "Ce gouvernement a eu plus de grèves que de réformes, c'est assez extravagant", a ironisé le porte-parole présidentiel. Mais l'impact politique devrait

s'avérer moindre que les grandes marches pour la défense de l'université du 24 avril (un million de manifestants à travers le pays), plus forte mobilisation hostile à Milei à ce jour, et "une leçon pour lui : la première fois qu'il a heurté un mur dans l'opinion publique, car ce qui était en jeu était un bien collectif, transversal", estime le politologue Gabriel Vommaro. Mais "pour cette raison, cela ne doit pas être surinterprété", s'empresse d'ajouter l'analyste à l'AFP. Car, élu comme "homme providentiel arrivé pour résoudre des problèmes que les élites d'avant avaient laissé traîner", Milei "conservé dans l'opinion des noyaux de soutien indomptés, ou du moins assez solides". De fait, malgré une légère inflexion en avril, plusieurs sondages récents voient Milei osciller entre 45 et 50% d'image positive - il avait été élu avec 56%. Une forme de stabilité spectaculaire pour un gouvernant qui a infligé en peu de mois, entre dévaluation, prix libérés, dépenses et aides publiques "tronçonnées", "l'ajustement le plus grand de l'histoire de l'humanité", comme l'anarcho-capitaliste aime à rappeler.

POUR LUTTER CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

Quels sont les outils de l'UE

Des instruments existent pour lutter contre les aides publiques ou le dumping favorisant l'arrivée massive de produits à bas prix sur le marché européen. Beaucoup d'entre nous ont l'œil rivé sur l'étiquette pour trouver de bonnes affaires, mais quel est le coût réel derrière ces produits importés qui affichent des prix bas ? Andrea Bolitho (journaliste) nous emmène en Émilie-Romagne, en Italie, fief de la production de céramique, qui représente un chiffre d'affaires de près de huit milliards d'euros. Mais que se passe-t-il lorsqu'une industrie est inondée d'importations à bas prix ?

Le secteur de la céramique emploie près de 20 000 personnes, mais ces emplois et la fabrication elle-même sont menacés par les dalles bon marché venues d'Inde, dont les normes en matière de travail et d'environnement sont souvent bien éloignées.

"En quelques années, [l'Inde] a obtenu 7 % de parts de marché en Europe", souligne Graziano Verdi, PDG d'Italcer Group, "un chiffre qui a bondi de plus de 60 % l'an dernier". Le secteur de la céramique est déjà passé par là avec la Chine.

"Pour la Chine, l'Europe a pris la bonne décision au bon moment, avec la bonne taxation, et ce rapidement", poursuit-il. "Et aujourd'hui, la Chine ne représente même pas 1 % du marché européen". Mais il en va autrement pour le secteur des arts de la table, qui a été inondé de produits chinois à vendus à un prix très bas. "Il y a très peu d'entreprises qui produisent encore de la vaisselle en Italie et en Europe", déplore Graziano Verdi, "parce que la plupart d'entre elles ont disparu". Les instruments de défense commerciale tels que les mesures antidumping ou antisubventions visent à protéger les entreprises européennes contre les importations de marchandises au sein du marché unique à des prix artificiellement bas, donc vendus à des prix inférieurs à ceux pratiqués dans le pays d'origine, voire inférieurs à leurs coûts de production.

**BMW i4 M QUAD-MOTOR
le 100 %
électrique de
« M »**

Ces photos datent du mois dernier, mais elles sont toujours d'actualité, car la division « M » de BMW poursuit ses essais de sa i4 électrique à quatre électromoteurs. Cela fait maintenant plus de six ans que BMW M travaille sur des prototypes « zéro émission ».

La division sportive « M » de Bmw travaille depuis de nombreuses années sur des véhicules 100 % électriques. Pour BMW M, il n'est pas question de produire des autos électriques qui ne soient pas aussi sportives que les véhicules thermiques. C'est pourquoi BMW M veut une voiture qui sorte de l'ordinaire et a choisi pour cela une architecture à quatre moteurs électriques (quad-motor), chacun des électromoteurs entraînant une roue. C'est cette technique qui équipe ce prototype BMW i4. Mais pour que tous ces moteurs fonctionnent ensemble, il est nécessaire de doter l'auto d'un supercalculateur qui va gérer la gestion électronique du couple de chaque roue afin que le comportement routier soit parfait et que la précision du système ne soit jamais mise en défaut, quel que soit le parcours emprunté où les conditions atmosphériques rencontrées. C'est pourquoi les essais sur neige revêtent une telle importance pour le constructeur.

Le prototype que BMW M nomme Ashley (un nom qui apparaît en lettre blanche à droite dans la calandre au-dessus de la plaque d'immatriculation) a bien évolué depuis que BMW M nous l'a présenté en photo en 2022. Au point que nos chasseurs de scoop se demandent si la première voiture 100 % électrique de BMW M ne serait pas extrapolée de ce véhicule, alors que l'on pensait que BMW M allait attendre la nouvelle plateforme « Neue Klasse » en 2025 pour sortir sa première sportive 100 % électrique. Rappelons que pour le moment les berlines BMW i4 M50, BMW i5 M60 et BMW i7 M70 qui ne sont pas entièrement réalisées par BMW Motorsport (à l'inverse du SUV hybride BMW XM) se contentent de recevoir l'apport d'un deuxième moteur électrique. Ce qui semble confirmer que ce prototype pris en photo par nos chasseurs de scoop pourrait être proche d'un futur modèle de série, c'est que lorsqu'une semaine avant la prise de ces clichés, les ingénieurs testaient les anciens prototypes de ce modèle, ils laissaient les chasseurs de scoop les photographier. Cette fois-ci lorsqu'ils ont sorti ce prototype pour des tests, ils ont appelé la sécurité pour qu'elle fasse cesser toute prise de vue.

ALPINE A110 R TURINI

**Et si c'était l'apothéose
des Alpine thermiques ?**

Radicale dehors mais étonnamment conciliante au volant, l'Alpine A110 R offre ce supplément d'âme que lui confère un poids plume et une mise au point remarquable.



positions. Si on les règle au plus bas pour la piste, ils sont ici positionnés en position "médiane", offrant une qualité d'amortissement étonnante. Loin d'être l'Alpine "tape-cul" que l'on craignait, la R filtre, au contraire, étonnamment bien les défauts de la chaussée au vu de sa sportivité exacerbée.

Attention aux pneus

Car s'il ne faut jamais oublier que ses Michelin Sport Cup 2 exigent d'être montés en température - sous peine de se sortir au premier virage quand la route est froide ou humide - une fois les gomme en condition, la dieppoise épate tous ceux qui en prennent le volant. Mis tout de suite en confiance, son "pilote" loue sa facilité déconcertante, son châssis aussi précis que prévisible, sans oublier son efficacité diabolique quand la route devient sinueuse. Et si les "seulement" 300 ch de son 1.8 turbo n'offrent ni la poussée violente ni la sonorité suggestive des Maserati et McLaren, ils suffisent largement à propulser cette svelte Alpine, affichant seulement 1 095 kg sur la balance dans cette variante Turini dépourvue des roues en carbone (plus légères de 12,5 kg, mais fragiles). Une recette miracle qui lui permet de s'avérer (presque) aussi envoûtante que ses rivales aux logos prestigieux. Un autre exploit pour la petite française qui coûte au bas mot deux à trois fois moins cher.

A retenir sur l'Alpine A110 R

Alpine A110 R Turini

- Prix : dès 106 000 €
- Moteur : 4 cyl. T-ess. 16S, 1 798 cm³
- Puissance : 300 ch à 6 300 tr/mn
- Couple maxi : 340 Nm à 2 400 tr/mn
- Transmission : AR, auto. double-embrayage 7 vitesses
- L/l/h : 4,26/1,80/1,24 m, Empattement : 2,42 m
- Vitesse maxi : 285 km/h
- 0 à 100/200 km/h : 3,9 s/n.c.
- Réservoir : 45 l
- Emissions de CO₂ : 156 g/km (3 331 € de malus)
- Garantie : 3 ans ou 100 000 km

A chaque fois, l'envoûtement recommence. L'Alpine A110 nous refait la brillante démonstration que le plaisir de conduire ne se résume pas à la quantité de chevaux qui trépigent sous le capot. Et l'Alpine d'enfoncer le clou dans cette variante R qui semble sortie de la marmite d'un préparateur avec son méchant look à base de carbone omniprésent. En fait, à part les jantes en carbone, cette Turini ne change rien par rapport à la "R" standard. Il y en a partout, sur le capot, le toit... et la lunette, condamnant la vision vers l'arrière, faisant de l'A110 la seule voiture du marché dépourvue de rétroviseur central ! Les har-

nais à la place des ceintures classiques, pénibles à l'abord d'un péage, confirment que la belle possède un caractère bien trempé et impose quelques contraintes au quotidien. Mais n'allez pas en déduire que cette Alpine est invivable. Au contraire.

Invivable sur route ? Certainement pas !

Car si cette version R est la plus douée de la gamme pour aller se dégourdir sur un circuit, elle s'avère incroyablement jouissive sur la route. Une partie de son secret, derrière des barres anti-roulis raidies et des ressorts raccourcis par rapport à l'A110 S, est de proposer des suspensions réglables. En l'occurrence des combinés filetés ajustables sur 20

Le célèbre hacker IntelBroker revendique avoir piraté Europol

Le célèbre hacker IntelBroker revendique la cyberattaque d'Europol, l'agence européenne de police criminelle. Il prétend détenir des données sensibles telles que le code source du site, classé FOUO (For Official Use Only).



Clubic vous avait parlé de lui après la cyberattaque de Facebook Marketplace en février 2024. Voilà maintenant qu'IntelBroker, membre du gang CyberNiggers, affirme avoir piraté l'agence européenne de police criminelle. Europol, rien que ça. Pour preuve, IntelBroker a publié sur BreachForums, la plateforme bien connue des hackers, un message dans lequel il établit la liste et la nature des

données qu'il prétend avoir hackées. Il prétend même les avoir vendues à un seul acheteur pour l'heure anonyme.

Avec 4 cyberattaques en 8 ans, Europol est la cible des hackers

Il semble qu'aucune organisation, si sensible et protégée soit-elle, ne résiste aux cyberpirates. Pas même Europol, dont le code source est pourtant classé « FOUO », pour For Official Use Only, ce qui montre l'extrême confidentialité et

sensibilité des données.

On imagine que ces données, tout comme l'architecture du site, bénéficient des derniers outils et technologies de cyberprotection. Il n'empêche que l'attaque revendiquée par IntelBroker n'est pas la première que l'agence européenne de la police criminelle a subie. En effet, en 2016, un groupe de hackers a publié environ 700 pages de documents internes d'Europol sur le site web de partage de fichiers Mega. Ceux-ci contenaient des informations sur des enquêtes en cours, des opérations de lutte contre le terrorisme et d'autres activités sensibles.

Un an plus tard, en 2017, un autre groupe de hackers a divulgué des informations sur des enquêtes en cours menées par Europol, notamment des détails sur des opérations de lutte contre la cybercriminalité et le terrorisme. Ces informations ont été publiées sur le site Pastebin.

Enfin, en 2019, un groupe de pirates informatiques a publié des données volées provenant du système de gestion des cas d'Europol. Ces données comprenaient des informations sur des enquêtes criminelles, des suspects et des victimes. IntelBroker signe donc la 4e attaque d'Europol en moins de 10 ans. Moins fréquemment, mais de façon tout aussi dérangeante, l'agence fait l'objet de tentatives de phishing.

Des escrocs envoient de faux e-mails prétendant provenir d'Europol, accusant les destinataires de posséder de la pédopornographie ou d'être des cybercriminels. Ils demandent ensuite des paiements pour éviter la divulgation de ces accusations.

L'impact de la vente des données sensibles d'Europol

Non seulement IntelBroker revendique la cyberattaque, mais il annonce en plus de cela sur BreachForum avoir déjà vendues les données à un acheteur anonyme. On ignore quel usage ce client masqué fera des documents d'Europol. Les données prétendument compromises incluent divers éléments sensibles, allant des informations sur les employés de l'alliance aux codes sources FOUO, avec des fichiers PDF, des documents de reconnaissance et des directives opérationnelles.

Ces données touchent également des agences satellites d'Europol, telles que le CCSE, l'EC3, la plateforme pour les experts d'Europol, le Forum des forces de l'ordre et SIRIUS. L'infiltration de ces entités peut perturber les enquêtes en cours et compromettre les renseignements sensibles partagés entre les agences internationales de maintien de l'ordre.

Cette violation ne pose pas seulement des risques immédiats pour la sécurité des opérations d'Europol, mais soulève également des inquiétudes concernant l'exploitation potentielle des informations exposées par d'autres acteurs malveillants. Europol, connue pour son rôle dans la coordination des opérations transfrontalières de maintien de l'ordre, est chargée de protéger des informations sensibles essentielles pour lutter contre diverses formes d'activités criminelles en Europe. À l'heure où nous écrivons ces lignes, l'agence n'a pas encore fait d'annonce officielle sur ce cyberpiratage.

LA CINQUIÈME EN 2024 !

Google corrige une nouvelle faille zero day

Google annonce avoir détecté une nouvelle faille zero day sur le navigateur Chrome. Le correctif est actuellement en cours de déploiement. Régulièrement, le géant américain de la tech annonce la découverte de nouvelles vulnérabilités dans son navigateur phare. C'est encore le cas aujourd'hui, avec cette faille zero day qui vient d'être mise au jour par un chercheur, qui a préféré rester anonyme. Google a de son côté déjà commencé à réagir pour protéger la sécurité de ses utilisateurs.

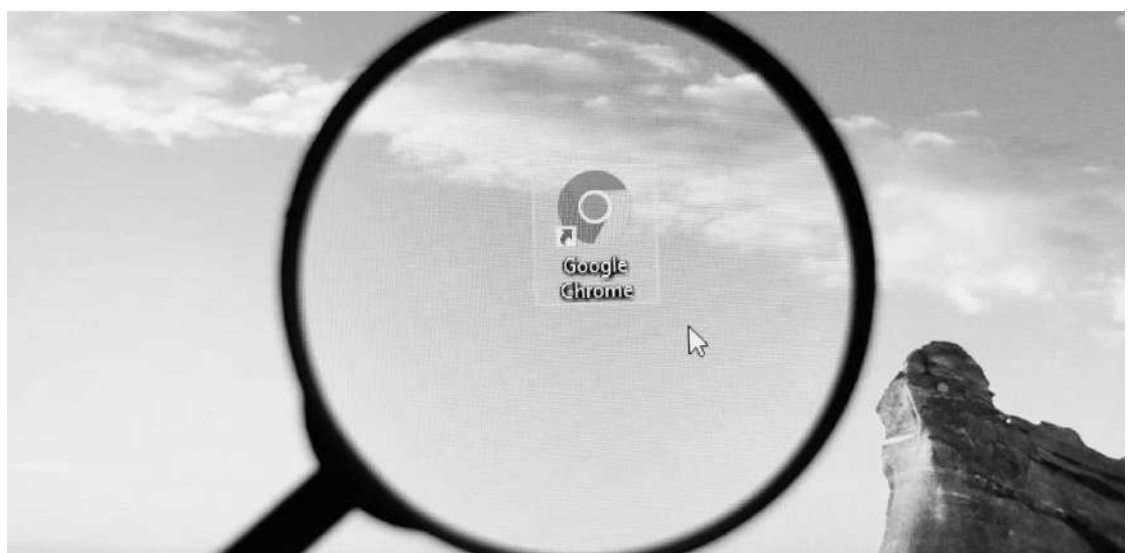
Une vulnérabilité importante

Une faille zero day est toujours un problème dans le monde numérique, puisqu'il s'agit d'une nouvelle faille pour laquelle aucun correctif n'a encore été apporté. Et une nouvelle vient d'être découverte du côté de Chrome. « Google sait

qu'un code d'exploitation pour CVE-2024-4671 existe dans la nature » a-t-il été ainsi annoncé. Et même si la firme de Mountain View a été peu disert sur cette faille, d'un niveau critique « élevé », il semblerait qu'il s'agisse d'une vulnérabilité de type « user after free », qui aurait touché le composant Visuals, impliqué dans la gestion du rendu et de l'affichage du contenu dans Chrome.

La cinquième faille zero day de 2024

En réponse, Google a entamé le déploiement du correctif, à savoir une version 124.0.6367.201/202 pour macOS et Windows, et 124.0.6367.201 pour Linux. Pour en savoir plus sur la nature du problème détecté, il faudra attendre, comme souvent avec le géant américain, que la plupart des utilisateurs aient installé le correctif. On peut noter par ailleurs que les



premiers mois de 2024 ont été animés pour Chrome, puisqu'il s'agit de la cinquième faille zero day découverte en moins de cinq mois.

Pour rappel, rien qu'au mois de mars dernier, trois vulnérabilités critiques avaient ainsi été détectées. Pour observer si la mise à jour est

bien arrivée chez vous, il vous suffit de vous rendre dans les paramètres, puis de cliquer sur « à propos de Google Chrome. »

Mots fléchés

Préfecture traversée par la Seine		Titre d'appel des femmes mariées		Sous-préfecture des Bouches-du-Rhône		Commune normande		Inventeur de l'ascenseur		Instrument à vent		Note de musique		Etoile filante
Préfecture traversée par la Seine		Rouges, c'est un groupe de jazz						Préfecture traversée par la Seine		Galères royales		Habitants d'un pays arabe		
								Genereux protecteur						
Homme de paille				Source lumineuse									Graisse animale	
Puissant poison				Lieux de plaisir										
						Agence spatiale européenne				Sécurité sociale pour les agriculteurs				
Préfecture du Gard						Film de Marcel Pagnol		Lumière succincte						
								Révélez						
Travail obligatoire	Démonstratif				Un ancien de la chanson					Nickel			Il nous ressemblent	
	Personnes hargneuses				Retranché									
			Sport							Arbres				
			Télévision tunisienne							Condition				
Roman d'Albert Camus (L')										Petit saint			Vêtements féminins	
Fluve polonais										Petite motocyclette				
							Bacs pour la vaisselle							
							Petit révolutionnaire							
À aucun moment		Capitale de l'ardoise								Pronom personnel				
		Restaurant spécialisé								Inimaginables				
			Puits naturel					Long métrage			Béryllium			
			Épouse d'Athamas					On le cloue			Frusques			
Fleur des Alpes						Amateurs de canard								
Se permettent						Train régional								
					Peintre, graveur français									Indissociable des coutumes
					Tokyo jadis									
Qualité d'une huile	Calme						Choc						Qui a deux côtés égaux	
	Amena						Fils du peintre Valadon							
			Relatif a un baudet	Vigoureux				Tentes indiennes						
								Il offre l'hospitalité						
Musée de Madrid						Doctrines								Habitations africaines
Taureau sacré						Acteur français (Bernard)								
				Regardées	Enveloppe de noix					Pièce d'une charrette célèbre				
										collège anglais				
Organe de la vue					Bouteille						Calcium			
Argon					Diplôme technique						Hélium			
		Pubère								Boissons chaudes				
		Lieu de fouilles								Polyéthylène				
Non-dit														
Capitale traversée par la Seine				Commune du Morbihan				Appareil de chauffage						
					Préfecture traversée par la Seine						Einsteinium			

MOBILE MONEY

112,3 milliards \$ de transactions pour Airtel Africa en 2024

Cette performance est le résultat d'une augmentation combinée du nombre d'utilisateurs et des montants transférés. L'Afrique francophone est le relais de croissance, et le Nigeria reste un marché en construction. Airtel Africa a indiqué avoir enregistré 112,3 milliards de dollars de transactions via ses services de Mobile Money au cours de l'exercice 2024 clôturé le 31 mars. Cela représente une augmentation de 28,6% par rapport à l'année 2023, au taux de change de clôture des comptes. Sans l'impact des évolutions monétaires sur ses différents marchés, la progression est de 38,2%. Cette performance est attribuable à l'augmentation de la base de clientèle utilisant ce service. « L'expansion du réseau de distribution, notamment les canaux exclusifs de succursales et de kiosques Airtel Money, a soutenu une croissance de 20,7% de la base de client », a fait savoir le groupe dans son rapport financier de la période.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 12 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



EXAMEN D'ÉVALUATION
DES ACQUIS

Début des épreuves
aujourd'hui

L'examen d'évaluation des acquis des élèves de 5e année primaire débutera aujourd'hui dimanche. Durant trois jours, les épreuves porteront sur six matières, à savoir l'arabe, les mathématiques, le français, l'éducation islamique, l'histoire et tamazight pour les non dispensés. Les élèves ont été déjà testés, au début du troisième trimestre, sur les matières secondaires, notamment l'éducation civique, la géographie, l'éducation scientifique et technologique. Instauré l'année dernière après la suppression de l'examen de fin de cycle primaire, supprimé depuis l'année scolaire 2021-2022, l'examen a pour objectif de passer en revue le niveau d'apprentissage et de cerner les lacunes de chaque élève pour apporter les solutions en première année du cycle moyen. La particularité de cette épreuve qui entre dans le cadre de la nouvelle approche du ministère de l'Education nationale en matière d'organisation des examens nationaux est que cette évaluation ne sera pas prise en compte dans le calcul de la moyenne de passage en première année du cycle moyen.

TOURISME À ORAN

12 autorisations
pour la formule
«hébergement chez
l'habitant»

Douze autorisations ont été accordées dans la wilaya d'Oran pour exercer l'activité touristique dans le cadre de la formule « hébergement chez l'habitant », en prévision de la saison estivale 2024, selon le directeur du tourisme et de l'artisanat Bakel Salah. L'opération s'inscrit en applications de la circulaire conjointe des ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire de 2012, qui fixe les modalités d'hébergement chez l'habitant, a indiqué M. Bakel. Les permis pour exercer cette activité concernent des zones situées dans trois communes côtières : Oran, Aïn Turck et Bousfer, a-t-il fait savoir, notant que l'opération est en cours et que les dossiers émanent à raison d'un à trois successivement aux communes côtières habilitées à délivrer les permis, selon la même source. En préparation à la saison estivale 2024, une cellule composée de représentants de plusieurs secteurs dont le tourisme, la santé et des communes concernées et de la protection civile a été mise en place en vue de prendre en charge les demandes déposées auprès des communes côtières concernées au préalable de sorties sur terrain vers l'habitation ciblée, a-t-on souligné. La formule « hébergement chez l'habitant » est soumise à des critères dont le plus important est que les chambres mises à la disposition des locataires répondent à des conditions sanitaires et que la résidence doit respecter les règles de propreté et de sécurité, a-t-on ajouté, notant que le locataire ne paie pas de taxes à l'exception du contrat d'assurance.

REVUE EL-DJEICH

«L'Algérie a franchi un pas important
avec la Tunisie et la Libye»

L'Algérie a franchi un pas important, avec la Tunisie et la Libye, dans la mise en place d'un nouveau mécanisme pour les pays de la région, qui s'est traduit par la tenue de la toute première réunion consultative entre les dirigeants des trois pays en Tunisie, indique la revue El-Djeich, éditée par le ministère de la Défense nationale, dans son dernier numéro. Une démarche intervenant «dans une conjoncture régionale sensible, notamment à l'ombre des graves développements sur le plan régional et des crises sans précédent au niveau international qui nécessitent une coordination des positions entre les pays du Maghreb arabe ainsi que la consolidation des efforts, l'approfondissement et l'intensification des concertations, afin de relever efficacement les nombreux défis politiques, sécuritaires et économiques et éviter d'être affectés par les mutations accélérées qui s'opèrent dans la région et dans le monde».

Ce qui prouve l'attachement de l'Algérie à faire prévaloir l'action collective commune est que l'idée de cette importante rencontre émane de Monsieur le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a insisté, en de nombreuses occasions, sur la nécessité de trouver un mécanisme de concertation régulier et périodique, en particulier pour les pays d'Afrique du Nord, qui œuvrerait à apporter des solutions appropriées aux problèmes auxquels ils sont confrontés. Solutions de nature à mettre notre région à l'abri des menaces réelles qui la cernent, renforcer les fondements de sa sécurité, de sa stabilité et de son développement, et qui ne seront donc que plus profitables à ses peuples. Le principal avantage à mettre au crédit de ce nouveau mécanisme important est qu'il

coupera définitivement la voie aux ingérences étrangères et aux graves conséquences qui en résultent pour les pays de la région qui n'ont de cesse de réaffirmer leur attachement légitime à la souveraineté de leur décision, à l'avènement d'un système international multipolaire et à des relations internationales fondées sur les principes de coopération, de solidarité et de justice, ainsi qu'à l'égalité de tous les pays de la planète devant le droit international. Contrairement à ce qu'il en est actuellement, où la politique du «deux poids, deux mesures» et la duplicité prévalent dans le traitement des différends au niveau international. Sur cette base, «cette réunion consultative, en plus d'être une étape importante dans le cadre de l'unification des points de vue sur les questions internationales et régionales, de manière à permettre aux pays de la région de faire entendre leur voix unifiée dans les fora internationaux, permettra inévitablement d'établir des bases solides pour le renforcement de la coopération aux niveaux sécuritaire et économique, notamment pour ce qui est d'assurer la sécurité alimentaire et hydrique. Cela s'est traduit par la signature, en Algérie, le 24 avril 2024, d'un accord pour la création d'un mécanisme de concertation entre l'Algérie, la Tunisie et la Libye sur la gestion de leurs eaux souterraines communes au Sahara septentrional». Dans le prolongement des efforts acharnés menés par l'Algérie pour l'édification d'un présent et d'un avenir plus sûrs et plus prospères pour notre région, «notre Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, continue d'accomplir ses missions de défense de la Patrie avec dévouement et sincérité». Ses personnels sont prêts en perma-

nence à parer à toute menace visant notre pays, armés en cela par la haute disponibilité opérationnelle des différentes formations ainsi que l'acquisition des facteurs de force. Il en est pour preuve, le succès éclatant couronnant l'exécution des différents exercices avec munitions réelles dont le dernier en date a été supervisé par Monsieur le général d'armée, Saïd Chagnegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, lors de sa visite dans la troisième Région militaire. Au cours de cette visite, Monsieur le général d'armée a affirmé : «En vue d'une adaptation continue à l'évolution de la situation dans notre environnement régional et international, et de faire face, efficacement, aux nouvelles menaces, nous avons entamé une préparation globale qui a touché les différentes composantes de l'ANP, en mobilisant différents moyens humains et matériels, dans l'objectif de définir les véritables contours du développement futur du corps de bataille de l'ANP.» Et d'ajouter : «Au sein de l'ANP, nous avons fait de ces démarches rationnelles et réfléchies, une attitude quotidienne qui combine acquisition des aptitudes au combat et professionnalisme élevé, à travers l'entraînement continu et l'exécution parfaite des différents types d'exercices, ainsi que la foi en la cause, la fidélité au serment des Martyrs, l'impregnation des valeurs patriotiques, du sens du sacrifice pour sa gloire, l'attachement au devoir de défense de son existence et de ses intérêts vitaux, en toutes circonstances et conditions.» Ces qualités que tout peuple éveillé a héritées de père en fils, ne peuvent que lui permettre de déjouer tous les plans hostiles et suivre la voie du progrès et de la prospérité dans un climat de sécurité et de stabilité.

CHARNIERS DE GHAZA

Le Conseil de sécurité demande une enquête
indépendante à l'initiative de l'Algérie

Les membres du Conseil de sécurité ont adopté vendredi, à l'unanimité, un communiqué de presse proposé par l'Algérie, appelant à des enquêtes immédiates, indépendantes, approfondies, transparentes et impartiales, pour déterminer les circonstances derrière les charniers qui continuent d'être découverts dans la bande de Ghaza, montrant le tableau vrai et laid de la machine à tuer de l'entité sioniste. L'adoption du communiqué de presse intervient suite au débat à huis clos du Conseil de sécurité convoqué par l'Al-

gérie, mardi dernier, sur les charniers à Ghaza. Les membres du Conseil se sont déclarés profondément préoccupés par les informations faisant état de la découverte de charniers dans les hôpitaux Nasser et Chifa de Ghaza et ses alentours, où plusieurs centaines de corps, dont des femmes, des enfants et des personnes âgées, étaient enterrés. Les membres du Conseil ont également souligné l'importance de permettre aux enquêteurs d'accéder sans entrave à tous les sites de charniers à Ghaza. Ce consensus met en évidence l'ampleur du ressentiment qui règne au sein de la

communauté internationale face à la persistance de l'occupant dans ses crimes et le manque de confiance dans les enquêtes menées par les autorités d'occupation. A cet égard, les membres du Conseil ont souligné l'importance que ceux qui violent le droit international répondent de leurs actes et ont demandé à toutes les parties de s'acquitter strictement des obligations qui leur incombent en vertu du droit international, y compris le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme, en particulier en ce qui concerne la protection des civils.